



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 19 DECEMBRE 1908.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi et jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 4075

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du vingt-troisième jour de décembre 1908, de nommer M. Joseph Noël Décarie, avocat, de la cité de Montréal, recorder, de la ville de Notre-Dame-de-Grâces. 4555

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, le 14 décembre 1908, de révoquer la nomination de Jean-Baptiste Imbault, comme estimateur de la municipalité de Saint-Moïse, comté de Matane, faite le 21 août 1908, et de nommer, pour le remplacer, Ludger St. Pierre, en vertu des dispositions de l'article 181 du code municipal. 4557

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du dixième jour de décembre 1908, d'adjindre à la commission de la paix pour le district de Chicoutimi, MM. Joseph Amable Couet, comptable, de Chicoutimi, et Théodule Boivin, guide, de Kiskissink, comté de Lac Saint-Jean.

District de Montréal.—M. George Booth, No. 737, rue Cadieux, Montréal, commis-voyageur. 4623

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 19th DECEMBER, 1908.

GOVERNMENT NOTICES

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 4076

Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the twenty third day of December, 1908, to appoint Mr. Joseph Noël Décarie, advocate, of the city of Montreal, recorder, for the town of Notre-Dame-de-Grâces. 4556

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, on the 14th December, 1908, to revoke the appointment of Jean Baptiste Imbault, valuator of the municipality of Saint Moïse, county of Matane, made the 21st August, 1908, and to appoint, to replace him, by Ludger St. Pierre, in virtue of the provisions of the article 181 of municipal code. 4558

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the tenth day of December, 1908, to associate to the commission of the peace for the district of Chicoutimi, Messrs Joseph Amable Couet, accountant, of Chicoutimi, and Théodule Boivin, guide, of Kiskissink, county of Lake Saint John.

District of Montreal.—Mr. George Booth, No. 737, Cadieux street, Montreal, commercial traveller. 5624

Proclamation

Canada,
Province de } C. A. P. PELLETIER.
Québec. }
[L. S.]

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le TROISIEME jour de DECEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent huit, et à chacun de vous—SALUT.

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le TROISIEME jour du mois de DECEMBRE mil neuf cent huit, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec :

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et la plus grande commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, le DOUZIEME jour du mois de JANVIER prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR CHARLES ALPHONSE PANTALEON PELLETIER, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, membre de Notre Conseil Privé pour le Canada, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce DIX-NEUVIEME jour de NOVEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent huit, et de Notre Règne la huitième.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec.

3619

Avis du Gouvernement

No 3296.08.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Demande délimitation de municipalités scolaires.

Demande est faite d'annexer à la municipalité scolaire de Sainte-Angèle de Mérici, dans le comté de Matane, les biens-fonds se trouvant dans le premier rang du canton Massé, ayant les numéros 51 et suivants jusqu'à 72 inclusivement. 4621

Proclamation

Canada,
Province of } C. A. P. PELLETIER.
Quebec. }
[L. S.]

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the THIRD day of the month of DECEMBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and eight, you and each of you.—GREETING

PROCLAMATION

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the THIRD day of the month of DECEMBER, one thousand nine hundred and eight, at which time, at Our City of Quebec, you were held and constrained to appear :

NOW KNOW YE, that for divers causes and considerations and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on the TWELFTH day of the month of JANUARY next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec, and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honorable SIR CHARLES ALPHONSE PANTALEON PELLETIER, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Member of Our Privy Council for Canada, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this NINETEENTH day of NOVEMBER, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and eight, and in the eighth year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Crown in Chancery,
Quebec.

3620

Government Notices

No. 3296.08.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Application to fix limits of school municipalities.

Application is made to annex to the school municipality of Sainte Angèle de Mérici, in the county of Matane, the lots in the first range of the township Massé, bearing the numbers 51 and up to 72 inclusively. 4622

Avis public est par les présentes donné que le cercle agricole de la paroisse de Saint-Lin de Lachenaie, comté de L'Assomption, n'ayant pas fonctionné depuis au-delà de deux ans, est déclaré dissous, conformément à l'article 1675qq des statuts révisés de la province de Québec.

G. A. GIGAUT,
Sous-Ministre de l'Agriculture.

Québec, 15 décembre 1908.

4589

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du onzième jour de décembre 1908, constituant en corporation MM. Alvin Ernest Woodworth, teneur de livre, Arthur Charters, commis, Chilion Graves Heward, étudiant, E. Goff Trevor Penny, étudiant, et Thomas S. Owens, étudiant, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Acquérir par achat, louer ou autrement, des mines, minéraux, droits de mines, terres et propriétés et tous les intérêts d'iceux, et les tenir, posséder, explorer, travailler, développer, mettre à profit, vendre, hypothéquer, louer toute partie d'iceux ou en disposer autrement.

Miner, fondre, amalgamer, travailler, moudre et préparer pour la vente par aucun procédé des asbestes et tous ou aucun des autres minéraux, métaux ou substances métalliques de toute sorte, et de produire et manufacturer des produits et produits indirects d'iceux et les acheter, vendre et en faire le commerce.

Acquérir par achat, louer ou autrement, des immeubles, pouvoirs d'eau, droits de passage pour aucune fin ; acquérir, construire, ériger et maintenir des bâtiments, manufactures, moulins, travaux, lignes de poteau pour les fins industrielles et autres ; construire, maintenir et exploiter sur sa propriété ou sur toute propriété sous son contrôle des lignes de télégraphe, téléphones ou éclairage électrique ou pouvoir, digues, écluses, canaux, pouvoirs d'eau, pouvoirs électriques, ouvrages hydrauliques, chemins, manufactures, entrepôts et magasins nécessaires ou utiles à ses opérations.

Acquérir, employer, posséder tous droits de patente, licences, marques de commerce, droits de propriété ou autres de même nature et en disposer.

Manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce de toute sorte de matériel, machines, instruments, outils, appareils, provisions et choses requises par la compagnie ou par ses serviteurs ou employés ou capables d'être employés en rapport avec ses opérations.

Construire, acquérir, posséder, prêter et employer et vendre, louer, hypothéquer des vaisseaux en rapport aux opérations de la compagnie et le transport de ses produits ou en disposer autrement.

Faire les affaires d'électriciens, ingénieurs mécaniciens, manufacturiers et commerçants d'électricité, pouvoir moteur, éclairage et chauffage et manufacturer, produire et faire le commerce de tout article concernant telles affaires dans le canton de Coleraine, dans le comté de Mégantic.

Manufacturer et faire le commerce d'articles, effets et marchandises pour les fins de la compagnie ; agir comme marchands en général et fournir pension et logements, vêtements et provisions, et en général toutes fournitures à ceux engagés à faire aucun des travaux de la compagnie et de contracter pour fournir les dits objets.

De temps en temps demander, acheter ou acquérir par cession, transport ou autrement et exercer, mettre en opération, transporter toutes franchises, licences et pouvoirs d'aucun gouvernement, autorité publique ou corporation et en disposer, et de payer, aider ou contribuer à la mise en opération d'iceux, et s'approprier aucune partie de son stock, de ses biens et biens pour payer les frais, charges et dépenses d'iceux.

Faire toute autre affaire manufacturière ou autrement qui peut paraître à la compagnie capable

Public notice is hereby given that the farmer's club of the parish of Saint Lin de Lachenaie, county of L'Assomption not having been in working order since upwards of two years, is declared to be dissolved, pursuant to article 1675qq of the revised statutes of the province of Québec.

G. A. GIGAUT,
Deputy Minister of Agriculture.

Québec, 15th December, 1908.

4590

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Québec, bearing date the eleventh day of december, 1908, incorporating Messrs. Alvin Ernest Woodworth, book keeper, Arthur Charters, clerk, Chilion Graves Heward, student, E. Goff Trevor Penny, student, and Thomas S. Owens, student, all of the city of Montréal, for the following purposes :

To acquire by purchase, lease or otherwise mines, minerals, mining rights, lauds and properties, and any interest therein, and to hold, possess, explore, work, develop, turn to account, sell, hypothecate, lease or otherwise dispose of the same or any part thereof.

To mine, smelt, amalgamate, work, mill and prepare for sale by any process asbestos and all or any other minerals, ores or metallic substances of all kinds, and to produce and manufacture products and by products therefrom and to buy, sell, trade and deal in the same.

To acquire by purchase, lease or otherwise immoveable properties, water powers, rights of way for any purpose ; to acquire, build, erect and maintain buildings, factories, mills, works, pole lines for industrial and other purposes ; to build, maintain and exploit upon its property or upon any property under its control lines for telegraphs, telephones or electric light or power, embankments, dams, canals, water powers, electric powers, water works, roads, factories, warehouses and stores necessary or useful to its operations.

To acquire, use, hold and dispose of any patent rights, licenses, trade-marks, copyrights or the like.

To manufacture, buy, sell and deal in all kinds of plants, machinery, implements, tools, apparatus, provisions and things required by the company or by its servants or employees or capable of being used in connection with its operations.

To build, acquire, possess, charter and employ and to sell, lease, hypothecate or otherwise dispose of vessels in connection with the operation of the company and transport of its products.

To carry on the business of electricians, mechanical, engineers, manufacturers and dealers in electricity, motor power, light and heat and to manufacture, produce and trade and deal in any article belonging to such business in the township of Coleraine in the county of Mégantic.

To manufacture and deal in goods, wages and merchandise for the purposes of the company ; to act as general store-keepers and to provide board and lodgings, clothing and provisions, and generally all supplies to those engaged in or about any of the company's works and to contract for the providing of the same.

From time to time to apply for, purchase or acquire by assignment, transfer or otherwise and to exercise, carry out, transfer and dispose of any franchises, licenses and powers from any government, public authority or corporation, and to pay for, aid in or contribute towards carrying the same into effect and to appropriate any of its stock, bonds and assets to defray the costs, charges and expenses thereof.

To carry on any other business whether manufacturing or otherwise which may seem to the com-

d'être conduite convenablement en rapport aux affaires ou objets de la compagnie.

Exercer aucun des susdits pouvoirs soit comme principal ou agent.

Acquérir les entreprises, biens ou propriété de tout individu, société ou corporation faisant maintenant des affaires semblables ou des affaires y ayant rapport; acquérir et posséder des actions, bons ou autres garanties d'aucune autre compagnie ou corporation ayant le pouvoir de faire des affaires semblables et durant la possession d'iceux exercer tous les droits et pouvoirs de propriété y ayant rapport y compris l'exercice de tous les pouvoirs de votation qui peuvent y être attachés, placer tout surplus des argents de la compagnie ou rachat de ses propres bons ou débetures.

Vendre, louer la propriété et entreprise de la compagnie ou aucune partie d'icelle et en particulier pour actions, débetures, bons ou garanties de toute autre compagnie, ayant des objets semblables à ceux de cette compagnie, ou en disposer autrement.

S'amalgamer avec toute autre compagnie ayant des objets semblables à ceux de cette compagnie; entrer en arrangements pour le partage des profits ou union d'intérêt avec toute personne ou compagnie faisant ou engagée dans ou sur le point de faire ou engagée dans aucune affaire ou transaction semblables à celles que cette compagnie est autorisée à s'engager ou à faire, et de prendre ou acquérir autrement des actions et garanties de toute telle compagnie et de vendre, posséder, émettre de nouveau avec ou sans garantie, ou autrement en faire le commerce.

Payer pour tous meubles et immeubles, droits, biens, franchises ou privilèges acquis par la compagnie, en argent ou avec des bons ou stock de la dite compagnie ou partie dans un ou partie dans l'autre.

Faire toutes autres choses en rapport ou utiles à l'acquisition des susdits objets ou aucun d'eux, sous le nom de "Imperial Asbestos Company, Limited," avec un capital total d'un million de piastres (\$1,000,000 00) divisé en dix mille (10,000) actions de cent piastres (\$100 00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, dans la province, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce onzième jour de décembre 1908.

4565

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuvième jour de décembre 1908, constituant en corporation MM. Harry Selle, manufacturier, de Chicago, E. U. A., Walter Selle, commis, de Saint-Louis, E. U. A., Henri R. Fiset, avocat, Auguste M. Tessier, avocat, et Emile Tessier, avocat, de Rimouski, dans les buts suivants:

Ramasser, moissonner, nettoyer, traiter, expédier et faire toute chose requise en rapport à la conduite des affaires en général de la mousse de mer et les affaires de traitement et de production de tout matériel d'emballage.

Et aussi acheter ou posséder autrement, en tout ou en partie les biens et dettes de toute autre personne ou compagnie faisant les mêmes affaires que la compagnie projetée sera autorisée à faire, sous le nom de "The Canadian Sea Moss Company", avec un capital total de cinq mille piastres (\$5,000.00), divisé en cinq cents (500) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Rimouski.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce neuvième jour de décembre 1908.

4505.2

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

pany capable of being conveniently carried on in connection with the business or objects of the company.

To exercise any of the above powers either as principal or agent.

To acquire the undertakings, assets or property of any individual, firm or corporation now carrying on a similar business or a business incidental thereto, to acquire and hold shares, bonds or other securities of or in any other company or corporation having power to carry on similar business and while holding the same to exercise all the rights and powers of ownership thereof including the exercising of all voting powers that may attach thereof; to invest any surplus moneys of the company in the redemption of its own bonds or debentures.

To sell, lease or otherwise dispose of the property and undertaking of the company or any part thereof and in particular for shares, debentures, bonds or securities of any other company having objects similar to those of this company.

To amalgamate with any other company having objects similar to those of this company; to enter into arrangements for sharing of profits or union of interests with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction similar to those which this company is authorized to engage in or carry on and to take or otherwise acquire shares, and securities of any such company and to sell, hold, reissue with or without guarantee, or otherwise deal in the same.

To pay for any moveable or immoveable properties, rights, assets, franchises or privileges acquired by the company in cash or with bonds or stock of the said company or partly in one and partly in the other.

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects or any of them, under the name of "Imperial Asbestos Company, Limited", with a total capital stock of one million dollars (\$1,000,000.00) divided into ten thousand (10,000) shares of one hundred dollars (\$100 00) each.

The principal place of business of the corporation, in the province, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the provincial secretary, this eleventh day of December, 1908.

4566

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the ninth day of December, 1908, incorporating Messrs. Harry Selle, manufacturer, Chicago, U. S. A., Walter Selle, clerk, Saint-Louis, U. S. A., Henri R. Fiset, advocate, Auguste M. Tessier, advocate, and Emile Tessier, advocate, of Rimouski, for the following purposes:

The gathering, harvesting, cleaning, handling, shipping and the doing of anything which is required to be done in connection with the conduct of a general sea moss business and the business of handling and producing any packing material.

And also to buy or hold otherwise, wholly or partly, the assets and debts of any other person or company dealing in the same business as the projected company will be authorized to do, under the name of "The Canadian Sea Moss Company," with a total capital stock of five thousand dollars (\$5,000.00), divided into five hundred shares (500) of ten dollars (\$10.00) each.

The principal place of business of the corporation will be in the city of Rimouski.

Dated from the office of the provincial secretary, this ninth day of December, 1908.

4506

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9 décembre 1908, constituant en corporation MM. Ernest Eugène Cinq-Mars, journaliste, de la cité d'Ottawa, Charles Émile de Repentigny, commis Joseph Antoine Paquette, menuisier, Joseph Fournier, hôtelier, de la cité de Hull, et Joseph Ferdinand Demers, médecin-chirurgien, de Lévis, dans les buts suivants, savoir : acquérir par toute manière légale des patentes d'invention et en disposer, ou devenir locataire et bailleurs d'icelles, et en général de posséder toutes patentes d'inventions, en faire le commerce et en disposer, manufacturer, vendre, acheter, ou posséder autrement toutes machines, constructions ou objets pour lesquels les dites patentes peuvent être obtenues ou pouvant en faire parti ou y ayant rapport, en disposer et en faire le commerce ; former et organiser des compagnies auxiliaires, pour la mise en opération des susdits objets de cette compagnie, posséder du stock, en général de faire toutes les susdites choses aussi parfaitement et librement qu'une personne peut le faire, sous le nom de "The Contractable Shaft Company", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres, (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation dans la province, sera dans la cité de Hull.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce neuvième jour de décembre 1908

L. RODOLPHE ROY,
4507 2 Secrétaire de la province

SÉNAT DU CANADA.

AVIS DE BILLS PRIVÉS.

Extraits des règles du Sénat.

Toute demande au Parlement pour obtenir un bill privé, de quelque nature qu'il soit, doit être annoncée par avis inséré à la *Gazette du Canada* ; cet avis doit indiquer d'une manière claire et précise la nature et l'objet de la demande, être signé par les pétitionnaires ou en leur nom et contenir l'adresse des signataires ; et, si elle a pour objet l'obtention d'un acte constitutif, il faut donner aussi dans l'avis le nom de la compagnie projetée.

DANS LE CAS OU DES POUVOIRS EXCLUSIFS SONT DEMANDÉS.

Outre l'avis à insérer dans la *Gazette du Canada*, il doit en être publié un semblable dans quelqu'un des principaux journaux de la principale cité ou ville ou du principal village de chaque comté ou district de la province ou du territoire que l'acte demandé intéresse, selon la nature de l'entreprise projetée.

Et, si les travaux d'une compagnie (constituée ou à constituer) doivent être déclarés d'utilité générale pour le Canada, cette intention sera spécifiquement mentionnée dans l'avis ; et les requérants feront envoyer par lettre enregistrée une copie de cet avis au secrétaire de chaque conseil de comté et de chaque corporation municipale spécialement intéressée dans la construction ou l'exploitation de ces travaux, ainsi qu'au secrétaire de la province dans laquelle ces travaux sont ou seront situés, en sorte que cette copie parvienne à ces fonctionnaires cinq semaines au moins avant la considération de la pétition par le comité des Ordres Permanents ; et la preuve de l'accomplissement de cette prescription par les requérants devra s'établir par déclaration statuaire adressée au greffe du Sénat.

Dans tous ces cas, les avis insérés soit à la *Gazette du Canada* ou dans les journaux, doivent se publier au moins une fois par semaine pendant cinq semaines consécutives ; et, lorsqu'ils se publient dans les provinces de Québec et du Manitoba, ils doivent

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 9th December, 1908, incorporating Messrs. Ernest Eugène Cinq-Mars, journalist, of the city of Ottawa, Charles Émile de Repentigny, clerk, Joseph Antoine Paquette, joiner, Joseph Fournier, hotel-keeper, of the city of Hull, and Joseph Ferdinand Demers, physician and surgeon, of Lévis, for the following purposes, to wit : to acquire in any legal manner patents of inventions and dispose of them, or become lessee or lessor of same, and in general to own all patents of inventions to trade in and dispose of, manufacture, sell, buy or hold otherwise all machines, buildings or objects for which the said patents may be obtained or may form part of or have relation thereto, to dispose of and trade in ; form and organize auxiliary companies for the carrying out of the above objects of this company, own stock, in general to do all the aforesaid matters as perfectly and freely as a person can do it, under the name of "The Contractable Shaft Company" with a total capital of twenty thousand dollars (\$20,000.00) divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation in the province, will be in the city of Hull.

Dated from the office of the provincial secretary, this ninth day of December, 1908.

L. RODOLPHE ROY,
4508 Provincial Secretary.

THE SENATE OF CANADA.

NOTICES FOR PRIVATE BILLS.

Extracts from Rules of the Senate.

All applications to Parliament for Private Bills of any nature whatsoever, shall be advertised by a Notice published in the *Canada Gazette* ; such Notice shall clearly and distinctly state the nature and objects of the application, and shall be signed by or on behalf of the applicants, with the address of the party signing the same ; and, when the application is for an Act of Incorporation, the name of the proposed company shall be stated in the Notice.

IN CASES WHERE EXCLUSIVE POWERS ARE ASKED.

In addition to the Notice in the *Canada Gazette* aforesaid, a similar Notice shall also be published in some leading newspapers in the principal city, town or village in each county or district in each Province or Territory which may be affected by the passing of such Private Bills, according to the nature of the undertakings contemplated ;

And, if the works of any company (incorporated or to be incorporated) are to be declared to be for the general advantage of Canada, such intention shall be specifically mentioned in the Notice ; and the applicants shall cause a copy of such Notice to be sent by registered letter to the clerk of each county council and of each municipal corporation which may be specially affected by the construction or operation of such works, and also, to the Secretary of the Province in which such works are, or may be located, so as to reach those officers not less than five weeks before the consideration of the petition by the Committee on Standing Orders ; and a statutory declaration establishing proof of such mailing must be sent to the Clerk of the Senate.

All such notices, whether inserted in the *Canada Gazette* or in a newspaper, shall be published at least once a week for a period of five consecutive weeks ; and, when published in the Provinces of Quebec and Manitoba, shall be in both the English

être en langues anglaise et en langue française. Il faut envoyer au greffier du Sénat des exemplaires marqués de chaque numéro de tous les journaux contenant l'avis, avec, sur le pli de la feuille, les mots : " *Avis de bill privé* " ; ou l'on peut transmettre, au lieu des journaux, une déclaration statutaire que l'avis a été dûment publié.

Pour plus amples détails, voir les règles du Sénat y relatives, publiées dans la *Gazette du Canada*, ou s'adresser à ce bureau.

4425 SAMUEL E. ST. O. CHAPLEAU,
Greffier du Sénat.

CHAMBRE DES COMMUNES.

RÈGLES CONDENSÉES RELATIVEMENT AUX AVIS DE BILLS PRIVÉS.

Toute demande de bills privés, adressée au Parlement, doit être annoncée par un avis publié dans la *Gazette du Canada*, exposant clairement et distinctement la nature et le but de la demande, être signée par ceux qui font la demande ou en leur nom, et porter l'adresse du signataire. Pour une loi de constitution, le nom de la compagnie projetée doit être donné dans l'avis. Si les ouvrages d'une compagnie quelconque doit être déclarée être à l'avantage général du Canada, la chose doit être formellement mentionnée dans l'avis ; et une copie de cet avis doit être expédiée par lettre recommandée au secrétaire de chaque comté ou municipalité qui peut être spécialement intéressé dans ces ouvrages, et aussi au secrétaire de la province dans laquelle ces travaux sont ou pourront être situés ; et la preuve de cet envoi s'établit au moyen d'une déclaration statutaire.

Outre l'avis publié comme susdit dans la *Gazette du Canada*, il doit être aussi publié un avis similaire dans un des principaux journaux, comme suit :

1. Pour des lois de constitution en corporation :

(a) d'une compagnie de chemin de fer ou de canaux ou d'une compagnie pour la construction de tout ouvrage spécial, ou pour obtenir des droits ou privilèges spéciaux—dans la principale localité du comté ou du district intéressé ;

(b) ou d'une compagnie de télégraphe ou de téléphone—dans la principale localité de chaque province où la compagnie se propose d'établir un service ;

(c) ou d'une compagnie de banque ; une compagnie d'assurance ; une compagnie de garantie ; une compagnie de prêts, ou une compagnie industrielle (sans pouvoirs spéciaux)—dans la *Gazette du Canada* seulement.

2. Pour des amendements à des lois de constitution en corporation :

(a) Pour le prolongement d'une ligne de chemin de fer ou d'un canal, ou d'embranchements de ces chemins de fer et canaux—dans la principale localité dans chaque comté intéressé ;

(b) Pour la remise en vigueur ou la continuation d'une charte ou d'une prorogation du délai fixé pour la construction d'ouvrages de toutes sortes, ou pour l'extension des pouvoirs d'une compagnie (lorsqu'elle n'implique pas la concession des nouveaux droits spéciaux)—au siège social de la compagnie ;

(c) Pour la concession de quelques droits ou privilèges spéciaux—dans les localités réellement intéressées.

Tous ces avis doivent être publiés au moins une fois par semaine durant une période de cinq semaines consécutives ; et lorsqu'ils sont publiés dans les provinces de Québec ou du Manitoba, ils doivent l'être dans les deux langues, anglaise et française ; et s'il n'y a pas de journal dans l'endroit intéressé, cet avis doit être donné dans l'endroit le plus rapproché où se publie un journal. La preuve de la publication s'établit en chaque cas par une déclaration statutaire qui doit être envoyée au greffier de la Chambre des Communes.

and French languages ; and marked copies of each issue of all newspapers containing any such Notice shall be sent to the Clerk of the Senate, endorsed " *Private Bill Notice* " ; or a statutory declaration as to due publication may be sent in lieu thereof.

For fuller particulars, see the Rules of the Senate relating thereto, published in the *Canada Gazette*, or apply at this office.

4426 SAMUEL E. ST. O. CHAPLEAU,
Clerk of the Senate.

HOUSE OF COMMONS.

CONDENSED RULES RESPECTING NOTICES FOR PRIVATE BILLS.

All applications to Parliament for Private Bills, shall be advertised by a notice in the *Canada Gazette*, clearly and distinctly stating the nature and objects of the application, and signed by or on behalf of the applicants, with the address of the party signing the same. For an act of incorporation, the name of the proposed company shall be stated. If the works of any company are to be declared to be for the general advantage of Canada, the same shall be specifically mentioned in the notice, and a copy of such notice shall be sent by registered letter to the clerk of each county or municipality which may be specially affected by such works, and also to the secretary of the province in which such works are, or may be located ; and proof of such service of notice shall be established by statutory declaration.

In addition to the notice in the *Canada Gazette* aforesaid, a similar notice shall be published in some leading newspaper, as follows :

1. For acts of incorporation :

(a) Of a railway or canal company, or of a company for the construction of any special works, or for obtaining any special rights and privileges—in the principal place in each county or district affected ;

(b) Of a telegraph or telephone company—in the principal place in each province in which the company intends to operate ;

(c) Of banks, insurance, trust, loan or industrial companies (without any special powers)—Advertise in the *Canada Gazette* only.

2. For amendments to acts of incorporation :

(a) For the extension of a line of railway or canal or branches thereto.—In the principal place in each county affected ;

(b) For the revival or continuation of a charter or for extension of time for the construction of works of any kind, or for the enlargement of any of the powers of a company (not involving additional special powers)—at the head office of the company ;

(c) For the granting of any special powers or privileges—in the localities actually affected.

All such notices shall be published at least once a week for five consecutive weeks ; and in Québec and Manitoba, shall be published in both English and French ; and if there be no newspaper published in the locality affected, such notice shall be given in the next nearest locality wherein a newspaper is published. Proof of publication shall be established in each case by statutory declaration to be sent to the Clerk of the House.

Pour autres détails concernant les avis, droits à payer, forme et dépôt du bill, etc., s'adresser au greffier de la Chambre des Communes, à Ottawa, ou voir les règlements de la chambre relatifs aux avis de demandes des bills privés tels que publiés dans la *Gazette du Canada*.

THOS. B. FLINT,
3787 Greffier de la Chambre des Communes.

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS
DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bill Privés

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le re-arpentage de tout canton, ligne ou concession, ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré pour la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district duquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et les frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a

For further particulars as to notices, fees, form and deposit of bill, etc., address the Clerk of the House of Commons, Ottawa, or see the Rules of the Commons relating to notices of application for private bills as published in the *Canada Gazette*.

THOS. B. FLINT,
3788 Clerk of the House of Commons.

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL

Relating to notices for Private Bills.

53.—All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbor, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying gas or water, the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city town, village or other municipality, the levying of any local assessment, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices; the regulation or any common the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one news paper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll bridge is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall on giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels and mentioning also whether they intend to erected drawbridge or not, and the dimensions for the same.

60.—The expenses and costs attending private bills giving an exclusive privilege or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending extending or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public, accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof. All such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amend-

des amendements, lors d'une seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 en anglais, du bill tel qu'amendé; et de plus, aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200, et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité, auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

4077

R. CAMPBELL,
Assistant G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privés

51. Toute demande de bills privés dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder à un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes, être signé de la part de ceux qui font la demande, et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en anglais et en français, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

ments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file in the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended; and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk, that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid here.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the bill for the statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee, to which such bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same are paid in each house.

4078

R. CAMPBELL,
Assistant C. L. C.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills

51. All application for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Québec within the purview of "The British North America Act 1867," whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line; the construction or improvement of a Harbor, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality or of any County for purposes other than that of the representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local Offices, the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicant, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être publié sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition ; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elle réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois ; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit y être annexée.

"2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer, ne doivent contenir, en sus de clauses spécial et de rigueur, que des dispositions dérogeant aux Statuts refondus concernant les incorporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer suivant la circonstance ; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements.

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre ; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, d'architecte, d'ingénieur civil, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

"5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen ; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la

3. Such notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

"2. Bills for the incorporating of Cities or Towns, or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railways, as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways, turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, architect, civil engineer, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desires to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management, approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time that the copy of the bill in order that it may be submitted to the Private Bills Committee.

"5a. All copies of Private Bills deposited to the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules

Chambre indiquant en quoi il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas redigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelque amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, quinze jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais, de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centimes par page pour la correction et la revision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

"2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

"3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins quinze jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers cinq jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone ou d'éclairage, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

L. G. DESJARDINS,

4079 Greffier de l'Assemblée Législative.

Demandes à la Législature

Avis public est par les présentes donné, que demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par messieurs Max Wiseman, Edgard Lemieux, Pacific Gauthier, Gaston A. Lapierre, J. S. Budyk et Léonore Gratton, tous médecins, pour obtenir une loi ayant pour effet d'antidater leur brevet et leur permettre de pratiquer la médecine; le dit même avis est aussi donné par monsieur Edouard Millaire, E. E. M., demandant d'antidater son brevet et lui permettre de pratiquer la médecine après examen.

M. A. LEMIEUX,

Procureur pour les pétitionnaires.
Québec, 15 décembre 1908. 4569

Avis est par les présentes donné que je demanderai à la législature de la province de Québec, lors de sa prochaine session, l'adoption d'une loi autorisant la chambre des notaires de la province de Québec, à m'admettre à la pratique du notariat, après examen.

M. J. O. PARENT.

14 décembre 1908. 4567

of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expenses.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, of corporate advantage, or for any amendment of any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, fifteen days before the opening of the Session a copy of such Bill in the English or French language, and shall, at the same time, deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, an also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the Contractor.

"2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

"3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least fifteen days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first five days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or to amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

L. G. DESJARDINS,

4080 Clerk of the Legislative Assembly.

Applications to the Legislature

Public notice is hereby given, that application will be made to the Legislature of the province of Québec, at its next session, by Messrs Max Wiseman, Edgard Lemieux, Pacific Gauthier, Gaston A. Lapierre, J. S. Budyk and Leonore Gratton, all physicians, for the passing of a bill having the effect of ante-dating their brevet and permitting them the practice of medicine; the said same notice is also given by Mr. Edouard Millaire, medical student, requesting to anti-date his brevet and allow him the practice of medicine after examination.

M. A. LEMIEUX,

Attorney for petitioners.
Quebec, 15th December, 1908. 4570

Notice is hereby given that I will apply to the Legislature of the province of Québec, at its next session, for the passing of a bill authorizing the board of notaries of the province of Québec, to admit me to the practice of the notarial profession, after having passed the examination.

M. J. O. PARENT.

14th December, 1908. 4568

Avis est par les présentes donné que la Corporation des Syndics de la paroisse de Saint-Gabriel de Brandon s'adressera à la législature de la province, à sa prochaine session, aux fins d'obtenir un acte pour émettre des débetures sur la garantie des cotisations à être imposées et autres privilèges, pour la construction d'une église et d'une sacristie en la dite paroisse de Saint-Gabriel de Brandon.

ARCHAMBAULT & CHAMPAGNE,
4583 Secrétaires des syndics.

AVIS

Les grevés et le curateur à la substitution créée par le testament de feu Maurice Gougeon, donnent avis qu'ils présenteront un bill à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour les autoriser à vendre de gré à gré et par lots, une terre aujourd'hui connue sous le numéro cent soixante-quinze (No 175), des plan et livre de renvoi officiels pour la municipalité de la paroisse de Montréal, et ce, sans avoir recours aux formalités exigées pour la vente des biens substitués et pour autres fins.

BEAUDIN, LORANGER,
GERMAIN & GUERIN,
Avocats des grevés et du curateur à la substitution
de feu Maurice Gougeon.
Montréal, 15 décembre 1908. 4609

Avis public est par le présent donné que "The Dominion Lime Company" s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un amendement à son acte d'incorporation et ses amendements dans les buts suivants, à savoir :

- (1) Réduire le montant de son capital total, et avec pouvoir de réduire ou augmenter de nouveau le dit capital total.
- (2) Changer la date de l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la dite compagnie.

HURD, FRASER,
MACDONALD & RUGG,
Procureurs des requérants.
Sherbrooke, 15 décembre 1908. 4611

Avis public est par les présentes donné que le collège des médecins et chirurgiens de la Province de Québec s'adressera à la législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour la refonte et la révision de la loi qui le constitue, laquelle est contenue dans la section deuxième du chapitre quatrième des statuts refondus de la Province de Québec, intitulé, "des médecins et chirurgiens", et de plus dans le but de modifier cette constitution, notamment en ce qui concerne la création d'un bureau médical d'examineurs pour l'obtention de la licence provinciale de médecine, la création de diverses commissions avec autorisation par le bureau des gouverneurs de déléguer ses pouvoirs à ces commissions, la répression de l'exercice illégal de la médecine, la régie interne de son administration, la prolongation au terme d'office des gouverneurs, la contribution annuelle des membres du collège, l'admission à l'étude de la médecine, l'attribution de pouvoirs plus étendus au registraire, et en général pour toutes fins concernant le bon fonctionnement du collège.

BEAUDIN, LORANGER,
ST. GERMAIN & GUERIN,
Procureurs du collège des médecins et
chirurgiens de la Province de Québec.
Montréal, 26 novembre 1908. 4343-3

Avis est par le présent donné que M. George Arthur Racine, de la cité de Québec, demandera à la législature de cette province l'adoption d'un bill aux fins d'autoriser le collège des médecins et chirurgiens à l'admettre à la pratique de la médecine.

CYRILLE F. DELAGE,
4435-2 Procureur du pétitionnaire.

Notice is hereby given that the Corporation of the Trustees of the parish of Saint Gabriel de Brandon will apply to the Legislature of the province, at its next session, for the passing of an act to issue debentures on the guarantee of the assessments to be imposed and other privileges, for the erection of a church and sacristy in the said parish of Saint Gabriel de Brandon.

ARCHAMBAULT & CHAMPAGNE,
4584 Secretaries of the trustees.

NOTICE.

The institutes and the curator to the substitution created by the last will of the late Maurice Gougeon, give notice they will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, to authorize them to sell freely and by lots, a land now known as number one hundred and seventy five (No. 175), on the official plan and book of reference for the municipality of the parish of Montreal, and this, without having recourse to the formalities required for the sale of substituted properties and for other purposes.

BEAUDIN, LORANGER,
GERMAIN & GUERIN,
Advocates of the institutes and curator to
the substitution of the late Maurice Gougeon.
Montreal, 15th December, 1908. 4610

Public notice is hereby given that The Dominion Lime Company will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain an amendment to its act of incorporation, and amending acts for the following, among other purposes, to wit :

- (1) To reduce the amount of its capital stock, and with power to again reduce or increase such capital stock.
- (2) To change the date of the annual general meeting of the shareholders of said company.

HURD, FRASER,
MACDONALD & RUGG,
Attorneys for applicants.
Sherbrooke, 15th December, 1908. 4612

Public notice is hereby given that the college of physicians and surgeons of the Province of Quebec will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the consolidation and revision of the law creating it, which is contained in section two chapter four of the revised statutes of the Province of Quebec, entitled "physicians and surgeons", and moreover for the purpose of changing this law, notably in that which concerns the creation of a medical board of examiners for the obtaining of the provincial license of medicine, the creation of various commissions with authorization by the board of governors to delegate their powers to these commissions, the repression of the illegal practice of medicine, the internal direction of its administration, the prolongation of the term of office of the governors, the annual contribution of the members of the college, the admission to the study of medicine, the privilege of more extended powers to the registrar, and in general for all purposes concerning the good working of the college.

BEAUDIN, LORANGER,
ST. GERMAIN & GUERIN,
Attorneys for the college of physicians
and surgeons of the Province of Quebec.
Montreal, 26th of November, 1908. 4344

Notice is hereby given that Mr. George Arthur Racine, of the city of Quebec, will apply to the Legislature of this province for the passing of a Bill authorizing the college of physicians and surgeons to admit him to the practice of medicine.

CYRILLE F. DELAGE,
4436 Attorney for the petitioner.

Avis est par le présent donné que Edward A. O'Callaghan de la paroisse de Saint-Ferdinand d'Halifax, dans le district de Arthabaska, province de Québec, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'autoriser le barreau de la province de Québec à l'admettre à la pratique de la profession légale, après avoir passé les examens requis.

EDWARD A. O'CALLAGHAN,
Saint-Ferdinand d'Halifax,
4 décembre 1908. 4473-2

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec à sa prochaine session, par "The Ottawa Golf Club", pour obtenir un acte déclarant que la sous-section 3 de la section 46 de l'acte 63 Vict., chapitre 12, ne s'appliquera pas au club, mais que le club sera considéré comme étant sous la sous-section 2 de la dite section 46, et pour autres fins.

THE OTTAWA GOLF CLUB.
Daté 4 décembre 1908. 4449-2

Avis est par le présent donné que M. Victor Darveau, de la cité de Québec, demandera à la législature de cette province, à sa prochaine session l'adoption d'un bill aux fins d'autoriser le collège des médecins et chirurgiens à l'admettre à la pratique de la médecine.

CYRILLE F. DELAGE,
4433.2 Procureur pour le pétitionnaire.

Avis est par le présent donné que "The Laing Packing and Provision Company" s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'amender sa charte, dans le but de convertir une partie de l'émission de ses actions ordinaires en actions cumulatives privilégiées, sans pouvoir de voter et dans le but d'augmenter ses pouvoirs d'incorporation.

BROWN, MONTGOMERY &
McMICHAEL,
Solliciteurs des requérants.
Montréal, 25 novembre 1908. 4313 4

AVIS.

Avis est par les présentes donné, qu'à la prochaine session de la législature de la province de Québec, la compagnie de chemin de fer de Matane et Gaspé présentera un bill pour les fins ci-après mentionnées et autres nécessaires à la construction, au maintien et l'exploitation du dit chemin :

- 1° Pour changer le nom de la compagnie ;
- 2° Pour désigner Sainte-Flavie au lieu de Saint-Octave de Métis comme point de raccordement avec l'Intercolonial ; pour désigner les points de raccordement avec le chemin de fer Transcontinental, dans les comtés de Témiscouata et Kamouraska ; avoir droit de continuer une ligne principale ou des embranchements jusqu'à la tête de la Rivière Matane, et continuant vers l'est jusqu'à la tête des Rivières Sainte-Anne et Magdeleine, puis, de là se rendre jusqu'au village de Mont Louis, dans le comté de Gaspé, et de là se continuer jusqu'au bassin de Gaspé, soit en suivant le littoral du fleuve ou partant d'un point sur la ligne principale en arrière des cantons Tourelle, Christie et Duchesner jusqu'au dit bassin de Gaspé ;
- 3° Changer l'endroit du bureau principal et la date de l'assemblée annuelle des actionnaires ;
- 4° Augmenter le capital de la compagnie jusqu'au montant de quatre millions de piastres ;
- 5° Pour fixer le montant des actions à \$100.00 au lieu de \$50.00.

R. DUPONT,
Secrétaire.
Choquette, Galipeault, Boivin & Métayer,
Procureurs de la requérante.
Québec, 20 novembre 1908. 4261-4

Notice is hereby given that Edward A. O'Callaghan, of the parish of Saint Ferdinand d'Halifax, in the district of Arthabaska, province of Quebec, will make application to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act to authorize the bar of the province of Quebec to admit him to the practice and the profession of the law, after passing the requisite examinations.

EDWARD A. O'CALLAGHAN,
Saint Ferdinand d'Halifax,
4th December, 1908. 4474

Notice is hereby given that application will be made at the next session of the Legislature of the province of Quebec, by the Ottawa Golf Club, for an act declaring that sub-section 3 of section 46 of the act 63 Vict., chapter 12, shall not apply to the club, but that the club shall be deemed to come under sub-section 2 of said section 46, and for other purposes.

THE OTTAWA GOLF CLUB.
Dated 4th December, 1908. 4450

Notice is hereby given that Mr. Victor Darveau of the city of Quebec, will apply to the Legislature of this province, at its next session, for the adoption of a bill authorizing the college of physicians and surgeons to admit him to the practice of medicine.

CYRILLE F. DELAGE,
4434 Attorney for the petitioner.

Notice is hereby given that, "The Laing Packing and Provision Company" will make application at the next session of the Legislature of the province of Quebec, for the passing of an Act amending its charter, for the purpose of converting a portion of its issued common shares into cumulative preferred shares without voting power, and for the purpose of extending its corporate powers.

BROWN, MONTGOMERY &
McMICHAEL,
Solicitors for applicants.
Montreal, 25th November, 1908. 4314

NOTICE.

Notice is hereby given that at the next session of the Legislature of the province of Quebec, the Matane and Gaspé Railway Company will present a bill for the hereinafter mentioned purposes and others necessary for the building, maintenance and working of said road :

1. To change the name of the company ;
2. To designate Sainte Flavie instead of Saint Octave de Métis as a connecting point with the Intercolonial ; to designate the connecting points with the Transcontinental Railway, in the counties of Temiscouata and Kamouraska ; to have the right to continue its main line or branches to the head of the Matane river, and continuing towards the east to the head of the Saint Ann and Magdeleine rivers, thence to the village of Mont Louis, in the county of Gaspé, and thence to Gaspé basin either in following the coast of the river, or starting from a point on the main line, behind the townships Tourelle, Christie and Duchesner, to the said Gaspé basin ;
3. To change the place of its principal business office and the date of the general meeting of the shareholders ;
4. To increase the capital of the company to four million dollars ;
5. To fix the price of the shares at \$100.00 instead of \$50.00.

R. DUPONT,
Secretary.
Choquette, Galipeault, Boivin & Métayer,
Attorneys for petitioner.
Quebec, 20th November, 1908. 4262

Avis est présentement donné que Théodule David, peintre, de la cité et du district de Montréal, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, afin d'obtenir une loi ratifiant un acte d'échange fait entre lui et Joseph Bourgeois et autres, de la dite cité de Montréal, devant M^{re} Léandre Bélangier, N. P., le 27 août 1908, sous le No 19025 des minutes du répertoire du dit M. Bélangier.

BEAUDIN, LORANGER,
ST-GERMAIN & GUERIN,
Avocats du requérant.

Montréal, 12 novembre 1908. 4167 5

Avis public est par le présent donné, qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par Dame Catherine Mitcheson, veuve de feu Stanley Clark Bagg, et Robert Stanley Clark Bagg, écuyer, B. C. L., tous deux des cités et district de Montréal, en leur qualité d'exécuteurs testamentaires de feu Stanley Clark Bagg, pour obtenir un acte afin d'amender le statut 38 Victoria (Québec), chapitre 94, et d'étendre les pouvoirs des exécuteurs des dits biens de S. C. Bagg, et pourvoir à leur rémunération, et pour autres fins.

HICKSON & CAMPBELL,
Procureurs des requérants.

Montréal, 1er décembre 1908. 4495-2

Avis est par le présent donné que "The Hull Electric Company" s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'amender sa charte, dans le but de changer la date de l'assemblée générale annuelle des actionnaires.

RODOLPHE PARADIS,
Procureur des requérants.

Hull, 10 décembre 1908. 4533.2

Avis public est par le présent donné que la corporation de la ville de Lachine, présentera un bill à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la refonte des lois qui la régissent ; la constituer en corporation de cité, agrandir son territoire ; la soumettre aux dispositions de la loi des cités et villes, 1903, sauf certaines modifications quant aux commissions du conseil, aux auditeurs, aux estimateurs, à la confection des listes d'électeurs, aux élections, aux assemblées du conseil, à la publication des règlements et leur approbation par les électeurs, aux pouvoirs de réglementation concernant les chiens, les travaux d'égoûts, d'aqueduc et de lumière électrique qui pourront être faits aux frais de la municipalité, au travail manuel le dimanche, aux abattoirs publics, aux dispositions concernant la prescription des taxes, leur perception et les privilèges qui s'y rapportent, la vente des immeubles pour non paiement, le pouvoir de taxer les cultivateurs et la définition des biens imposables ; pour lui conserver ses pouvoirs : de renouveler ses débetures, d'emprunter sur billets, d'accorder un escompte sur toutes les taxes et une exemption de taxe temporaire sur les bâtisses nouvelles, de réglementer les constructions, de prohiber les porcheries, d'enlever la neige sur les trottoirs et de friser l'arrosage des rues ; pour fixer le nombre des membres du conseil, leurs qualifications, et l'époque des élections ; limiter les droits d'action contre la municipalité ; créer une commission de finance et définir ses devoirs ; limiter le nombre des licences d'hôtels et de magasins de liqueurs ; l'autoriser à exécuter des travaux sur la berge de l'ancien canal Lachine ; l'autoriser à faire des règlements pour fermer les rues et places publiques, pour régler l'enlèvement de la glace sur le fleuve Saint-Laurent ; créer un fonds de secours pour les employés de la cité et pour d'autres fins ; pour l'autoriser à prélever des taxes sur les poteaux dans les rues et places publiques ; à exécuter des travaux dans la paroisse de Lachine, pour redresser et creuser la rivière Saint-Pierre ; pour définir les pou-

Notice is hereby given that Théodule David, painter, of the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain an act to ratify a deed of exchange made between himself and Joseph Bourgeois and others, of the said city of Montreal, before M^{re} Léandre Bélangier, N. P., on the 27th of August, 1908, under No. 19025 of the minutes of said Mr. Bélangier.

BEAUDIN, LORANGER,
ST-GERMAIN & GUERIN,
Attorneys for petitioner.

Montreal, 12th November, 1908. 4168

Public notice is hereby given that at the next session of the legislature of the province of Quebec application will be made by Dame Catherine Mitcheson, widow of the late Stanley Clark Bagg, and Robert Stanley Clark Bagg, esquire, B. C. L., both of the city and district of Montreal, in their quality of executors under the last will and testament of the late Stanley Clark Bagg, for an act amending the statute 38 Victoria (Quebec), chapter 94, and enlarging the powers of the executors of the said estate S. C. Bagg, and to provide for their remuneration, and for other purposes.

HICKSON & CAMPBELL,
Attorneys for applicants.

Montreal, 1st December, 1908. 4496

Notice is hereby given that The Hull Electric Company will make application at the next session of the legislature of the province of Quebec, for the passing of an act to amend its charter for the purpose of changing the date of the annual general meeting of the shareholders.

RODOLPHE PARADIS,
Solicitor for applicants.

Hull, 10th December, 1908. 4534

Public notice is hereby given that the corporation of the town of Lachine, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the revision of the laws which govern it ; to constitute it into a city corporation, enlarge its territory ; submit it to the provisions of the cities and towns' act, 1903, except certain modifications as to the commissions of the council, the auditors, the valuers, the making up of the list of electors, the elections, the meetings of the council, the publication of the by-laws and their approval by the electors, the powers of regulations respecting dogs, the sewers, water works and electric light which may be made at the expense of the municipality, the manual labor on Sunday, the public slaughterhouses, the provisions respecting the prescription of taxes, their collection and the privileges attached thereto, the sale of immovables for non payment, the power to tax farmers and the definition of taxable property, to preserve its powers ; to renew its debentures, to borrow on notes, to grant a discount on all taxes and an exemption of temporary tax on new buildings, to make regulations for buildings, to prohibit pigsties, to take the snow off the sidewalks and sprinkle the streets, to fix the number of members of the council, their qualifications, and the time of the elections, limit the rights of proceeding against the municipality, create a finance commission and define its duties, limit the number of hotel and liquor store licenses, authorize it to carry on works on the bank of the old Lachine canal, to authorize it to make by-laws to close the streets and public parks ; to regulate the taking out of ice on the river Saint Lawrence ; or to create a benefit fund for the employees of the city and for other purposes ; to authorize it to levy taxes on posts in the streets and public places, to carry on works in the parish of Lachine ; to straighten and deepen the river Saint Peter ; to define the powers of its engineer ; to ratify the by-law No. 117, granting an exemption of taxes and a bonus to the Imperial Locomotive & Machine Co. of Canada, passed the 11th of October, 1907, and the by-law No. 124, providing for the

voirs de son ingénieur ; pour ratifier le règlement No 117, accordant une exemption de taxes et un bonus à la "Imperial Locomotive & Machine Co of Canada", passé le 11 octobre 1907 et le règlement No 124, pourvoyant à la construction d'un marché public, passé par son conseil ; pour restreindre le pouvoir de taxation accordé par la loi, 8 Edouard VII, chapitre 141, et pour lui accorder d'autres pouvoirs, de faire des règlements, de taxer, et pour d'autres fins.

LAURENDEAU, PELLETIER
& PELLETIER,

Procureurs de la corporation de la ville de Lachine.
Montréal, 7 décembre 1908. 4493.2

construction of a public market, passed by its council, to restrict the power of taxation granted by the law 8 Ed. VII, ch. 141, and to grant it other powers, to make by-laws, to tax, and for other purposes.

LAURENDEAU, PELLETIER
& PELLETIER,

Advocates for the corporation of the town of Lachine.
Montreal, 7th December, 1908. 4494

Avis Divers

PROVINCE DE QUÉBEC

MUNICIPALITE DU CONSEIL MUNICIPAL
DU COMTE DE WRIGHT.

AVIS PUBLIC

Est par les présentes donné par le soussigné, F. Albert Labelle, secrétaire-trésorier du conseil municipal du comté de Wright, que le conseil de cette municipalité, à une session générale tenue le 9 septembre dernier (1908), a passé la résolution suivante, savoir :

Proposé par le conseiller Synek, secondé par le conseiller Pélissier :

Qu'attendu que J. A. Fauveux, E. Victor Désy, le révérend J. C. W. Déguire et autres contribuables et électeurs des municipalités de Templeton-Est et Templeton-Ouest, dans le dit comté de Wright, ont, par leur requête en date du dix août dernier (1908), et soumise à ce conseil à sa session du neuf septembre 1908, demandé que le conseil municipal du comté de Wright adopte les procédés voulus par la loi, pour ériger en municipalité sous le nom de "Municipalité de Templeton-Nord," tout ce territoire décrit dans la dite requête.

Qu'attendu que le dit conseil ayant pris cette requête sous considération, a autorisé son secrétaire-trésorier à donner l'avis public requis par la loi avant l'adoption de la résolution érigeant un territoire en municipalité, et qu'il est constaté que cet avis a été donné et publié tel que voulu par le code municipal de la province de Québec.

Qu'attendu que toutes les formalités requises par la loi à cette fin, ont été remplies.

Il a été résolu :

Que tout ce territoire situé dans le dit comté de Wright, comprenant tous les lots et terrains compris dans les rangs douze et treize, et dans le gore du dit canton de Templeton, inclusivement, et tous les lots compris dans les rangs numéros six, sept, huit, neuf, dix et onze, à partir du lot numéro un, inclusivement, au lot numéro vingt-trois, exclusivement, dans les rangs ci-dessus en dernier lieu mentionnés, et compris dans les limites ci-dessus, soit par les présentes détaché des dites municipalités de Templeton-Est et Templeton-Ouest, et érigé en municipalité de Templeton-Nord, et que copie de la présente résolution avec tous les documents nécessaires soient transmis au lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, pour son approbation, le tout aux frais des pétitionnaires.

Proposé en amendement par le conseiller McCloskey, secondé par le conseiller Barrett :

Que la requête ci-dessus mentionnée soit homologuée, en y retranchant du territoire à être détaché des municipalités de Templeton-Est et Templeton-Ouest tel qu'y désigné, cette partie du dit territoire qui comprend les lots du sixième rang.

Miscellaneous Notices

PROVINCE DE QUÉBEC.

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF
WRIGHT.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given by the undersigned, F. Albert Labelle, secretary-treasurer of the municipal council of the county of Wright, that the council of that municipality, at a general meeting held on the ninth day of September last (1908), has passed the following resolution, to wit :

Proposed by councillor Synek, seconded by councillor Pelissier :

That whereas J. A. Fauteux, E. Victor Désy, Rev. J. C. W. Déguire and other rate-payers and electors of the municipalities of East Templeton and West-Templeton, in the said county of Wright, have, by their petition bearing date the tenth August last (1908), and submitted to this council on the ninth September, 1908, asked that the municipal council of the county of Wright should adopt the proceedings required by law, to erect into a municipality under the name of "Municipality of North Templeton", all that territory described in the said petition.

That whereas said council having taken this petition into consideration has authorized its secretary-treasurer to give public notice required by the law before the adoption of the resolution erecting a territory into a municipality, and that it has been ascertained, and established that this notice has been given and published as required by the municipal code of the province of Quebec.

And whereas all the formalities required by law have been fulfilled.

It has been resolved :

That all this territory situated in the county of Wright, containing all the lots and lands comprised in the ranges numbers twelve and thirteen, and in the gore of the said township of Templeton, inclusively, and all the lots comprised in the ranges numbers six, seven, eight, nine, ten and eleven, from lot number one, inclusively, to the lot number twenty-three, exclusively, in said last above mentioned ranges and comprised in the above described limits, be by these presents detached from the said municipalities of East-Templeton and West-Templeton, and erected into a municipality under the name of North Templeton, and that a copy of the present resolution with all the necessary documents be transmitted to the Lieutenant Governor in Council for his approbation, the whole at the costs of the petitioners.

Moved as amendment by councillor McCloskey, seconded by councillor Barrett :

That the petition hereinabove mentioned be homologated, by taking off of the territory to be detached from the municipalities of East-Templeton and West-Templeton, as therein designated, that part of said territory that comprises the lots of the sixth range.

Pour l'amendement tous les conseillers présents, moins les conseillers Synek et Pélissier.
Amendement rapporté.

Et avis est aussi par les présentes donné que la dite résolution a été approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil, par un décret de l'exécutif en date du deux courant, suivant un avis reçu au bureau du dit F. A. Labelle, secrétaire-trésorier de la dite municipalité du comté de Wright, le quatrième jour de décembre 1908

Donné en la cité de Hull, ce cinquième jour de décembre mil neuf cent huit.

F. ALBERT LABELLE,
Secrétaire-trésorier du conseil municipal
4547 du comté de Wright.

Les examens pour l'admission à l'étude de l'architecture et pour l'enregistrement auront lieu lundi, le 25 janvier 1909, et les jours suivants, aux bureaux de l'association des architectes de la province de Québec, 5, Beaver Hall Square, à Montréal, et à l'hôtel de ville, à Québec, à neuf heures de l'avant-midi de chaque jour.

Les aspirants pour l'admission à l'étude devront donner un mois d'avis au soussigné. Cet avis devra être accompagné des honoraires de \$10.00

Les candidats à l'enregistrement devront donner un mois d'avis au soussigné. Cet avis devra être accompagné des honoraires de \$25.00.

J. E. VANIER,
Secrétaire.

5, Beaver Hall Square, Montréal.
Montréal, 14 décembre 1908. 4585

DEMEMBREMENT DE LA PAROISSE DE SAINT-VIATEUR.

Avis public est par le présent donné que par autorité de Monseigneur l'Archevêque de Montréal, le territoire ci-après désigné, à savoir : au nord-est par le centre de la rue Hutchison, au sud-est par le centre de la rue Saint-Bernard, et partie par le centre de la rue Esther, au sud-ouest par la paroisse de Notre-Dame-des-Neiges (limites de la municipalité d'Outremont), au nord-ouest par la paroisse de Saint-Laurent, a été démembré de la paroisse de Saint-Viateur, pour devenir, le dit territoire total ci-haut désigné, la nouvelle paroisse de Sainte-Madeleine, et être les résidents sur ce dit territoire et les possesseurs des terrains indiqués, desservis par les curés ou desservants de la dite paroisse de Sainte-Madeleine, leur enjoignant de leur payer la dime et les oblations telles qu'usitées et autorisées dans le diocèse et de leur porter respect et obéissance dans toutes les choses qui appartiennent à la religion et qui intéressent leur salut.

ZENON THERIEN,
Curé de Sainte-Madeleine,
Outremont.

Outremont, 7 décembre 1908. 4467.2

Je, soussigné, secrétaire du barreau, section de Trois-Rivières, donne avis que M. François Désilets, étudiant en droit, de la cité des Trois-Rivières, se présentera aux prochains examens du barreau de la province de Québec, pour être admis à la pratique de la profession d'avocat.

Je donne, de plus, avis que M. Laurent Beaudry, de la cité des Trois-Rivières, se présentera aux mêmes examens pour être admis à l'étude du droit, M. Beaudry est âgé de vingt-deux ans, a fait ses études au séminaire de Saint-Hyacinthe, et est porteur d'un diplôme de bachelier ès-arts.

J. A. DESY,
Secrétaire du barreau, section de Trois-Rivières.
Trois-Rivières, 11 décembre 1908. 4551

All the councillors present voting for the amendment, less the councillors Synek and Pelissier.
Amendment carried.

And notice is also hereby given that said resolution has been approved by the Lieutenant Governor in Council, by an order of the executive, bearing date the second instant, according to notice received at the office of said F. A. Labelle, secretary-treasurer of the said municipality of the county of Wright, on the fourth day of December, 1908.

Given in the city of Hull, this fifth day of December, nineteen hundred and eight.

F. ALBERT LABELLE,
Secretary-treasurer of the municipal council
4548 of the county of Wright.

The examinations for admission to study of architecture or registration will be held on Monday, the 25th of January, 1909, and the following days, at the rooms of the province of Quebec association of architects, 5, Beaver Hall Square, at Montreal, and at the city hall of Quebec, at nine o'clock in the forenoon each day.

Intending candidates for studentship are required to give one month's notice to the undersigned. The said notice to be accompanied by a fee of \$10.00.

Candidates for registration are required to give one month's notice to the undersigned. The said notice to be accompanied by a fee of \$25.00.

J. E. VANIER,
Secretary.

5, Beaver Hall Square, Montreal.
Montreal, 14th December, 1908. 4586

DISMEMBERMENT OF THE PARISH OF SAINT VIATEUR

Public notice is hereby given that, by authority of His Grace the Archbishop of Montreal, the territory hereinafter described, to wit: on the north east by the centre of Hutchison street; on the south east by the centre of Saint Bernard street, and partly by the centre of Esther street; on the south west by the parish of Notre Dame des Neiges, (boundary line of Outremount's municipality); on the north west by the parish of Saint Lawrence; has been dismembered from the parish of Saint Viateur, to become the whole of the said territory hereinabove described, the new parish of Sainte Madeleine, the resident of the said territory and the possessors of the lands indicated, served by the Curé and assistants of the said parish of Saint Madeleine, enjoining upon them to pay the lites and fulfil the usual obligations authorized in the said diocese and to pay them respect and obedience in all things appertaining to religion and which concern their salvation.

ZENON THERIEN,
Curé de Sainte Madeleine,
Outremont.

Outremont, 7th December, 1908. 4468

I, the undersigned, secretary of the bar, Three Rivers Section, give notice that Mr Francis Désilets, law student, of the city of Three Rivers, will appear at the next examinations of the bar of the province of Québec, to be admitted to the practise of the profession of advocate.

I also, give notice, that Mr. Laurent Beaudry, of the city of Three Rivers, will appear at the same examinations to be admitted to the study of law, Mr. Beaudry, is twenty two years old, made his studies at the seminary of Saint Hyacinth, and is the bearer of a bachelor of arts diploma.

J. A. DESY,
Secretary of the bar, Three Rivers' section.
Three Rivers, 11th December, 1908. 4552

LISTE DES CANDIDATS POUR ADMISSION A L'ETUDE DU DROIT.

LIST OF CANDIDATES FOR ADMISSION TO THE STUDY OF LAW.

Examen du 12 janvier 1909.—Examination of the 12th January, 1909.

Nom.—Name.	Age.	Résidence.	Collèges.—Schools attended.
Lionel Arthur Leonard.	20	Sweetsburg.....	Cowansville Academy et Université d'Ottawa —and University of Ottawa.

Je, soussigné, secrétaire de la section de Bedford du barreau de la province de Québec, certifie par le présent que la susdite liste est une vraie copie de la liste des candidats pour admission à l'étude du Droit, telle qu'affichée sur la porte de la bibliothèque du palais de justice, dans le dit district de Bedford, ce 10^e jour de décembre 1908

GEO. H. BOIVIN,
Secrétaire de la section de Bedford du barreau
4553 de la province de Québec.

I, the undersigned, secretary of the Bedford section of the bar of the province of Quebec, hereby certify that the above is a true copy of the list of candidates for admission to the study of law, as posted upon the door of the library of the court house, in the said district of Bedford, this 10th day of December, 1908.

GEO. H. BOIVIN,
Secretary Bedford section of the bar
4554 of the province of Quebec.

BARREAU DE MONTREAL.—BAR OF MONTREAL.

Candidats pour l'admission à l'étude du droit.—Candidates for admission to study of the law.

Examens du 12 janvier 1909.—Examinations of the 12th January, 1909.

No.	Noms.— Names.	Prénoms.— Surnames.	Age.	Résidence.	Collège.
1	Angel.....	John A.....	22	Montréal.....	Montreal Senior School, Montreal High School and Int., Business College.
2	Benjamin...	Louis.....	20	".....	Y. M. C. A., Educ. Dept., High School in Roumania and Prof. de Boissieu.
3	Cameron....	A. G.....	24	".....	Winchester Pub. School, Morrisburg Collegiate institute, and McGill College.
4	Côté.....	E. A.....	20	".....	Coll. de Rimouski, coll. Sainte-Anne de la Pocatière, et Prof. de Boissieu.
5	Decary.....	P. A.....	20	".....	Coll. Sainte-Marie, et Prof. de Boissieu.
6	Gendron....	L. H.....	18	Saint-Hyacinthe.	Mont Saint Louis, Montréal.
7	Goldenberg.	Bernard.....	19	Montréal.....	Mont Royal Pub. School, Hunter's Private Academy and McGill University.
8	Grothé.....	A. P.....	22	".....	Coll. Saint-Laurent, Montreal.
9	Handfield..	L. A.....	18	".....	Coll. Montréal, et Prof. de Boissieu.
10	Hasting....	Wm. R.....	21	".....	Montreal High School and McGill University.
11	Hay.....	Albert.....	19	".....	Coll. Sainte-Marie, Sém. de Montréal, et Prof. de Boissieu.
12	Lafontaine..	Ernest.....	18	".....	Coll. Montréal, Coll. Sainte-Marie, et Prof. de Kermeno.
13	Lajoie.....	Henri Gérin..	17	".....	Mont Saint Louis, et Prof. Leblend et de Boissieu.
14	Laramée....	Hormidas....	22	Saint-Fran. du Lac	Séminaire de Nicolet.
15	Lépine.....	W. H. E.....	18	Ottawa.....	Académie Lasalle, Ottawa, et Prof. de Boissieu.
15½	Nicholson...	D. N.....	20	Montréal.....	Hunter's Private Acad. etc.
16	Oughtred...	S. N.....	20	".....	Montreal High School, Shortell's Acad., Montreal.
17	Picard.....	E.....	22	".....	Coll. Saint-Laurent, et Prof. Leblond et de Boissieu.
18	Sauvé.....	Louis.....	17	".....	Coll. Montréal, Mont Saint-Louis et Prof. Leblond et de Boissieu.
19	Shaughnessy.	W. J.....	25	".....	Bishop's Coll. School, Lennexville, McGill Univ., Trinity Coll. Cambridge, England and Laval Univ.
20	Sinclair....	R. V. C.....	17	".....	Ottawa Coll., et Prof. de Boissieu.

G. HUGH SEMPLE,

Par A. DE LISLE,

Secrétaire du Barreau de Montréal.—Secretary of the Bar of Montreal.
Montréal, 16 décembre 1908.—16th December, 1908.

4603-4

Province de Québec,
District de Montréal.
No 98.

Dame Anna Bougie, épouse commune en biens de Omer Lefebvre, charretier des cité et district de Montréal, et dûment autorisée à ester en justice, a institué une action en séparation de biens contre son dit mari.

J. H. DAVID,
Avocat de la demanderesse.
Montréal, 10 décembre 1908. 4579

Province de Québec,
District de Montréal.
No 1582.

Dame Betsie Sidler, de la cité de Montreal, dit district, épouse commune en biens de Mayer Lithner, marchand de fourrures du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice, a intenté une action en séparation de corps et de biens à son mari.

JEAN CHARBONNEAU,
Avocat de la demanderesse.
Montréal, 14 décembre 1908. 4575

Dame Céline Pichette a institué, aujourd'hui, une action en séparation de biens contre son mari, Francis Trudel, agent, de la municipalité du village de DeLorimier, devant la cour supérieure du district de Montreal, sous le numéro 1586.

OSCAR SENEAL,
Avocat de la demanderesse.
Montréal, 11 décembre 1908. 4543

Province de Québec,
District de Montmagny.
No 442.

Dame Philomène Michaud, épouse de Thomas Bouchard, marchand, de la paroisse de Saint-Roch des Aulnaies, dûment autorisée à ester en justice,

vs
Le dit Thomas Bouchard, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 10ème jour de décembre 1908.

AIMÉ M. DECHENE,
Procureur de la demanderesse.
Montmagny, 15 décembre 1908. 4625

Province de Québec,
District de Montréal.
No 506.

Dame Onésime Cyr, de la cité de Montréal, dit district, épouse commune en biens de Napoléon Giroux, menuisier, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice, a intenté une action en séparation de corps et de biens à son mari.

ROBILLARD & TETREAU,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 1er décembre 1908. 4375-3

Canada,
Province de Québec,
District de Saint-François.
No 871.

Dame Lilla Catherine alias Katie Chester, du canton de Westbury dans le district de Saint-François, épouse commune en biens de Percy A. Munkittrick, du dit canton de Westbury, dans le dit district, journalier, dûment autorisée à ester en justice,

vs
Percy A. Munkittrick, du canton de Westbury, dans le district de Saint-François, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le vingt-huit novembre 1908.

J. LEONARD,
Procureur de la demanderesse.
Sherbrooke, 4 décembre 1908. 4465.2

Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 98.

Dame Anna Bougie, wife common as to property of Omer Lefebvre, carter, of the city and district of Montreal, and duly authorized to ester in justice, has instituted an action for separation as to property against her said husband.

J. H. DAVID,
Attorney for plaintiff
Montreal, 10th December, 1908. 4580

Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 1582.

Dame Betsie Sidler, of the city of Montreal, wife common as to property of Mayer Lithner, furrier, of the same place, and duly authorized to appear in judicial proceedings, has instituted a suit against her husband for separation from bed and board.

J-AN CHARBONNEAU,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 14 h December, 1908. 4576

Dame Céline Pichette has instituted, this day, a suit for separation of property against her husband, Francis Trudel, of the municipality of the village of DeLorimier, before the superior court, of the district of Montreal, in the case number 1586.

OSCAR SENEAL,
Attorney for the plaintiff.
Montreal, 11th December, 1908. 4514

Province of Quebec,
District of Montmagny.
No. 442

Dame Philomène Michaud, wife of Thomas Bouchard, merchant, of the parish of Saint Roch des Aulnaies, duly authorized to ester in justice,

vs
The said Thomas Bouchard, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this cause, the 10th day of December, 1908.

AIMÉ M. DECHENE,
Attorney for the plaintiff.
Montmagny, 15th December, 1908. 4626

Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 506

Dame Onésime Cyr, of the city of Montreal, said district, wife common as to property of Napoléon Giroux, carpenter, of the same place, and duly authorized to appear in judicial proceedings, has instituted a suit against her husband for separation from bed and board.

ROBILLARD & TETREAU,
Attorneys for the plaintiff.
Montreal, 1st December, 1908. 4376

Canada,
Province of Quebec,
District of Saint Francis.
No. 871.

Lilla Catherine alias Katie Chester, of the township of Westbury, in the district of Saint Francis, wife common as to property of Percy A. Munkittrick, of the said township of Westbury, in the said district, laborer, duly authorized to "ester en justice",

vs
Percy A. Munkittrick, of the township of Westbury, in the district of Saint Francis, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the twenty-eighth day of November, 1908.

J. LEONARD,
Attorney for Plaintiff.
Sherbrooke, 4th December 1908. 4466

Dame Angéline Tremblay, épouse de Adrien Morin, marchand, de Saint-Hubert, a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre son dit mari, sous le numéro 4087 des dossiers de la cour supérieure du district de Kamouraska.

W. A. POTVIN,

Avocat de la demanderesse.

Fraserville, 17 novembre 1908. 4341.3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 335.

Dame Henriette Claude, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Joseph Léon Rinfret dit Malouin, menuisier, du même lieu,
Demanderesse ;

vs

Le dit Joseph L. Rinfret dit Malouin,
Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, en cette cause.

H. A. CHOLETTE,

Avocat de la demanderesse.

Montréal, 19 novembre 1908. 4405.3

Cour Supérieure.—Montmagny.

No 412.

Dame Adélaïde Bernier, épouse commune en biens de Nazaire Gaudreau, cultivateur, de la paroisse de Saint-Thomas de Montmagny, dûment autorisée à ester en justice par sentence judiciaire,
Demanderesse ;

vs

Le dit Nazaire Gaudreau, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée par la demanderesse, en cette cause.

ALPHONSE BERNIER,

Procureur de la demanderesse.

Montmagny, 23 novembre 1908. 4245-4

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2697.

Dame Malvina Lortie, de la ville de Verdun, district de Montréal, épouse commune en biens de Hector Lapiere, plombier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs

Le dit Hector Lapiere, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour.

DESAULNIERS & VALÉE,

Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 23 novembre 1908. 4259-4

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2855.

Dame Maria Bettez, épouse commune en biens de J. Ovila Alarie, lathier, des cité et district de Montréal, et dûment autorisée à ester en justice, a institué une action en séparation de biens contre son dit mari.

JULIEN & BERARD,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 19 novembre 1908. 4253-4

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure.*
No 2400.

Dame Lumina Morin, de Québec, épouse de Pierre Rochette, de Québec, pâtissier,
Demanderesse ;

vs

Pierre Rochette, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le dix-huitième jour de novembre courant.

PATRY & LABREQUE,

Procureurs de la demanderesse.

Québec, 19 novembre 1908. 4232-5

Dame Angelina Tremblay, wife of Adrien Morin, merchant, of Saint Hubert, has taken, to-day, an action for separation as to property against her husband, under number 4087 of the records of the superior court, district of Kamouraska.

W. A. POTVIN,

Attorney for plaintiff.

Fraserville, 17th November, 1908. 4342

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 335.

Dame Henriette Claude, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Joseph Léon Rinfret dit Malouin, carpenter, of the same place,
Plaintiff ;

vs

The said Joseph L. Rinfret dit Malouin,
Defendant.

An action for separation as to property has been instituted, to-day, in this cause.

H. A. CHOLETTE,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 19th November, 1908. 4406

Superior Court.—Montmagny.

No. 412.

Dame Adélaïde Bernier, wife common as to property of Nazaire Gaudreau, farmer, of the parish of Saint Thomas of Montmagny, judicially authorized to *ester en justice*,

Plaintiff ;

vs

The said Nazaire Gaudreau, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted by the plaintiff, in this cause.

ALPHONSE BERNIER,

Attorney for plaintiff

Montmagny, 23rd November, 1908. 4246

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
No. 2697.

Dame Malvina Lortie, of the town of Verdun, district of Montreal, wife common as to property of Hector Lapiere, plumber, of the same place, duly authorized to "*ester en justice*"
Plaintiff ;

vs

The said Hector Lapiere, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted, this day.

DESAULNIERS & VALÉE,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 23rd November, 1908. 4260

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2855.

Dame Maria Bettez, wife common as to property of J. Ovila Alarie, lather, of the city and district of Montreal, and duly authorized to *ester en justice*, has instituted an action for separation as to property against her said husband.

JULIEN & BERARD,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 19th November, 1908. 4254

Province of Quebec, }
District of Québec. } *Superior Court.*
No. 2400.

Dame Lumina Morin, of Québec, wife of Pierre Rochette, of Québec, pastry cook,
Plaintiff ;

vs

Pierre Rochette, Defendant.

An action for separation as to property was instituted in this cause, on the eighteenth day of November instant.

PATRY & LABREQUE,

Attorneys for plaintiff.

Quebec, 19th November, 1908. 4240

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2664.

Dame Délima Bédard, épouse commune en biens de
Julius Branchaud, sans occupation, des cité et
district de Montréal, dûment autorisée à ester en
justice, Demanderesse ;

vs
Julius Branchaud, Défend ur.
Une action en séparation de biens a été instituée
en cette cause, le seizième jour de novembre 1908.

PELISSIER, WILSON & ST-PIERRE,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 24 novembre 1908. 4299-4

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure*
No. 2524.

Dame Elmire Poiré, épouse de Barthélémi Bour-
get, de Québec, a institué, le 23 novembre 1908,
une action en séparation de biens contre son mari.

DROUIN, DROUIN & DROUIN,
4319-4 Procureurs de la demanderesse.

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Rimouki. }
No 3735.

Dame Mathilda Perron, épouse de Jean-Baptiste
Canuel, de la paroisse de Saint-Pierre du Lac
(Cedar Hall), dûment autorisée à ester en justice
aux fins des présentes, Demanderesse ;

vs
Le dit Jean-Baptiste Canuel, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée
en cette cause le 20e jour d'octobre 1908.

GAGNON & SASSEVILLE,
Procureurs de la demanderesse.
Rimouski, 13 novembre 1908, 4169-5

Province de Québec, }
District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
No 193.

Dame Albertine St-Onge, de la paroisse de Saint-
Pierre les Becquets, district de Trois-Rivières,
épouse commune en biens de Gédéon Beaudet, fils,
commerçant, du même lieu, a, ce jour, institué une
action en séparation de biens contre son dit époux.

J. A. TESSIER,
Avocat de la demanderesse.
Trois-Rivières, 10 novembre, 1908. 4205-5

Avis est par le présent donné que "The Masonic
Mutual Relief Association", corps incorporé, de
Washington D. C., incorporée par Acte du Congrès,
et autorisée à faire des affaires dans la province de
Québec, a décidé de cesser de faire des affaires dans
cette province et se retire d'icelle.

WILLIAM MONTGOMERY,
4163-5 Secrétaire.

AVIS PUBLIC.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Comté de Brome.—District de Bedford.

Avis public est par le présent donné qu'après
l'expiration de deux mois de la première publication
de cet avis, une demande sera fait au lieutenant-
gouverneur en conseil, pour confirmer en faveur
des requérants ci-après nommés deux actes de dona-
tion ou de transport de "The New York Yearly
Meeting of the Religious Society of Friends" et
"The Farnham Monthly Meeting of the Religious
Society of Friends", deux corporations dûment
incorporées suivant la loi, la première ayant son
principal bureau et sa principale place d'affaires

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
No. 2664.

Dame Délima Bédard, wife common as to property
of Julius Branchaud, without occupation, of the
city and district of Montreal, Plaintiff ;

vs
The said Julius Branchaud, Defendant.
The said Plaintiff duly authorized à ester en jus-
tice, has, this sixteenth day of November, 1908,
taken an action for separation as to property against
her said husband.

PELISSIER, WILSON & ST-PIERRE.
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 24th November, 1908. 4300

Province of Quebec, }
District of Québec. } *Superior Court.*
No. 2524.

Dame Elmire Poiré, wife of Berthélémi Bourget,
of Québec, has, on the 23rd November, 1908, insti-
tuted an action for separation as to property against
her husband.

DROUIN, DROUIN & DROUIN,
4320 Attorneys for the plaintiff.

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Rimouski. }
No. 3735.

Dame Mathilda Perron, wife of Jean Baptiste Ca-
nuel, of the parish of Saint Pierre du Lac (Cedar
Hall), duly authorized to appear in judicial pro-
ceedings, Plaintiff ;

vs
The said Jean-Baptiste Canuel, Defendant.
The said plaintiff has, on the 20th of October, taken
an action for separation as to property against her
husband, the defendant.

GAGNON & SASSEVILLE,
Attorneys for plaintiff.
Rimouski, 13th November, 1908. 4170

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court.*
No. 193.

Dame Albertine St-Onge, of the parish of Saint
Pierre les Becquets, district of Three Rivers, wife
common as to property of Gédéon Beaudet, jr, mer-
chant, of the same place, has, this day, instituted
an action for separation as to property against her
said husband.

J. A. TESSIER,
Attorney for plaintiff.
Three Rivers, 10th November, 1908. 4206

Notice is hereby given that "The Masonic Mu-
tual Relief Association", a body corporate of Wash-
ington, D. C., chartered by Act of Congress, and
licensed to do business in the province of Quebec,
has decided to cease doing business in that pro-
vince and withdraw therefrom.

WILLIAM MONTGOMERY,
4164 Secretary.

PUBLIC NOTICE.

PROVINCE OF QUEBEC.

County of Brome—District of Bedford.

Public notice is hereby given that after the expiry
of two months from the first publication of this
notice, application will be made to the Lieutenant
Governor in Council, to confirm to or in favor of
the hereinafter named applicants two certain deeds
of gift or grants from "The New York Yearly
Meeting of the Religious Society of Friends" and
"The Farnham Monthly Meeting of the Religious
Society of Friends", two corporations duly incor-
porated according to law, the former having its
chief office and principal place of business in the

dans la cité de New-York, dans l'état de New-York, un des états-unis d'Amérique, et la dernière dans la partie est du canton de Farnham, dans le dit comté de Brome et district de Bedford, passés devant Moses O. Hart, notaire, le huitième jour de janvier 1906, des morceaux de terre suivants, pour les fins d'un cimetière chrétien protestant, les dits morceaux de terre étant les lots numéros vingt-neuf (29) et deux cent cinquante-trois (253), des plan et livre de renvoi officiels de la partie est du canton de Farnham, dans le dit comté de Brome et district de Bedford, et pour incorporer les dits requérants en une société de sépulture sous le nom de "The Friends Union Cemetery Company", avec pouvoir de prendre les dits lots de terre et acquérir tel autre terrain joignant les dits lots qui peut être nécessaire à l'avenir, le tout conformément aux articles 5253 et suivants et amendements des statuts révisés de Québec, au sujet des compagnies de cimetière.

Les noms et résidences au long des dits requérants sont comme suit : Philip W. Faber, Merritt Stevens et Eli W. Hall, tous de la partie est du canton de Farnham, dans le dit district de Bedford, et Moses H. Bedee, du village de Knowlton, dans le dit district de Bedford, et Robert H. Strange, du village de Cowansville, dans le dit district.

J. E. FAY,

Procureur des requérants.

Knowlton, Qué., 2 novembre 1908. 4071.7

city of New York, one of the united states of America, and the latter in the east part of the township of Farnham, in the said county of Brome and district of Bedford, passed before Moses O. Hart, notary, on the eighth day of January, 1906, of the following pieces or parcels of land, for the purposes of a protestant christian burying ground or cemetery, the said pieces of land being lots numbers twenty nine (29) and two hundred and fifty three (253), of the official plan and book of reference of the east part of the township of Farnham, in the said county of Brome and district of Bedford, and to incorporate the said applicants into a burial society to be known as "The Friends Union Cemetery Company", with power to take over said lots of land and to acquire such further land adjoining said lots as may become necessary in the future, the whole in conformity with articles 5253 and seq., and amendments, thereto of the revised statutes of Quebec, regarding cemetery companies.

The names and residences in full of the said applicants are as follows : Philip W. Taber, Merritt Stevens and Eli W. Hall, all of the east part of the township of Farnham, in said district of Bedford, and Moses H. Bedee, of the village of Knowlton, in said district of Bedford, and Robert H. Strange of the village of Cowansville, in said district.

J. E. FAY,

Attorney for applicants.

Knowlton, Que., 20th November, 1908. 4072

Avis

Avis est par les présentes donné que Joseph Arthur Bernardin, marchand, de la ville de Buckingham, comté Labelle, présentera le vingt de janvier prochain, à dix heures de l'avant-midi, ou aussitôt après qu'elle pourra être entendue, à la cour supérieure ou à un juge de cette cour supérieure, siégeant dans et pour le district d'Ottawa, au palais de justice, dans la cité de Hull, une requête aux fins d'obtenir une ordonnance enjoignant au registraire de la division d'enregistrement du comté de Labelle, d'enregistrer un certain contrat de mariage du dit Joseph Arthur Bernardin avec Dlle Mary Maud Cunningham, de Wendover, dans la province d'Ontario, fille mineure de Alexandre Cunningham, marchand, de Wendover susdit, et assistée de son dit père, passé devant N. Tétreau, notaire, le 16 juin 1894, enregistré dans le bureau d'enregistrement du comté d'Ottawa, le dix-huit septembre mil huit cent quatre-vingt-quatorze, comportant le dit contrat de mariage : 1° Séparation de biens entre les futurs époux ; 2° Donation mutuelle au dernier vivant à titre d'insaisissabilité. Et faisant remonter cet enregistrement au dit jour dix-huit septembre mil huit cent quatre-vingt-quatorze.

N. TETREAU, N. P.

Donné en la cité de Hull, ce 14 décembre 1908.

4587

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure
Dans l'affaire de John O'Connor, hôtelier,
Insolvable.

Avis est donné que, le onzième jour de décembre 1908, par un ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs conjoints à la successions du sus-nommé qui a fait une cession judiciaire de tous ses biens et effets pour le bénéfice de ses créanciers.

Notice

Notice is hereby given that Joseph Arthur Bernardin, of the town of Buckingham, county of Labelle, merchant, shall present on the twentieth day of January next, 1909, at ten o'clock in the forenoon, or as soon thereafter as it can be heard, to the superior court or to a judge of said court, sitting in and for the district of Ottawa, at the court house, in the city of Hull, a petition to obtain an order ordering to the registrar of the registration division of Labelle, to register a certain marriage of said Joseph Arthur Bernardin with Miss Mary Maud Cunningham, of Wendover, in the province of Ontario, minor child of Alexander Cunningham, merchant, of Wendover aforesaid, and assisted of her said father, passed before N. Tétreau, notary, on the sixteenth day of June, one thousand eight hundred and ninety four, registered in the registry office for the county of Ottawa, the eighteenth day of September, one thousand eight hundred and ninety four, comporting the said deed of marriage contract : 1. Separation of property between the future consorts ; 2. Mutual donation to the surviving of either of them under the condition of unseizability ; dating back said registration to said day, the eighteenth of September, one thousand nine hundred and ninety-four.

N. TETREAU, N. P.

Given at the city of Hull, this 14th day of December, 1908.

4588

Bankrupt Notices

Province of Québec, }
District of Montreal. } Superior Court.
In the matter of John O'Connor, hotel-keeper,
Insolvent.

Notice is hereby given that, on the eleventh day of December, 1908, by order of the court, we were appointed joint curators to the estate of the above named, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Les réclamations, attestées sous serment, doivent être produites entre nos mains dans les trente jours de cet avis.

PAUL LS. TURGEON,
Curateur.

Bureau de Chartrand & Turgeon,
55, Saint-François Xavier, Montréal. 4541

Province de Québec, }
District d'Ottawa. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Félix Deslauriers, créancier requérant cession et Honoré Deslauriers,

Débiteur insolvable.

Avis est par le présent donné que le dit débiteur a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la Cour Supérieure à Hull.

GRONDIN & VINCENT,
Protonotaire.

Hull, 10 décembre 1908. 4549

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

No 218

In re Frs Dufour, et Failli.

J. M. Marcotte, Curateur.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au 30e jour de décembre 1908, après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau, 107, rue Saint-Jacques.

J. M. MARCOTTE,
Curateur.

Montréal, 15 décembre 1908. 4573

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de J. A. Thibert, Montréal, Failli.

Avis est par le présent donné que le dit failli a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers au bureau du protonotaire, Montréal.

ARTHUR W. WILKS,
Député gardien provisoire.

Bureau de Wilks & Michaud,
205, rue Saint-Jacques,
Montréal, 11 décembre 1908. 4577

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Max Spires, faisant affaires sous le nom de " Spires Electric Co. ", Montréal, Insolvable.

Avis est donné que, le 14e jour de décembre 1908, par un ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs conjoints à la succession du sus-nommé, qui a fait une cession judiciaire de tous ses biens et effets pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations, attestées sous serment, doivent être produites entre nos mains dans les trente jours de cet avis.

L. J. CHARTRAND,
PAUL LS. TURGEON,
Curateurs conjoints.

Bureau de Chartrand & Turgeon,
55, Saint-François Xavier, Montréal. 4563

District de Trois-Rivières.

François-Xavier Lamontagne, de la Tuque, marchand, a, le 11 décembre 1908, fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Trois-Rivières, conformément à la loi.

V. E. PARADIS,
Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 16 décembre 1908. 4593

Sworn claims must be filed at our office within thirty days from this notice.

PAUL LS. TURGEON,
Curator.

Office of Chartrand & Turgeon,
55, Saint François Xavier, Montreal, 4542

Province of Quebec, }
District of Ottawa. } *Superior Court.*

In the matter of Félix Deslauriers, petitioner for assignment and Honoré Deslauriers,

Insolvent debtor.

Notice is hereby given that the said debtor has, this day, made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the Superior Court, at Hull.

GRONDIN & VINCENT,
Prothonotary.

Hull, 10th December, 1908. 4550.

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

No. 218.

In re Frs Dufour, and Insolvent.

J. M. Marcotte, Curator.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, subject to objection until the 30th day of December, 1908, after which date the dividends are payable at my office, 107, Saint James street.

J. M. MARCOTTE,
Curator.

Montreal, 15th December, 1908. 4574

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of J. A. Thibert, Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that the said insolvent has, this day, made, in the prothonotary's office, in Montreal, a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors.

ARTHUR W. WILKS,
Deputy provisional guardian,

Office of Wilks & Michaud,
205, Saint James street.
Montreal, 11th December, 1908. 4578

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of Max Spires, doing business under the name of " Spires Electric Co. ", Montreal, Insolvent.

Notice is given that, on the 14th day of December, 1908, by order of the court, we were appointed joint curators to the estate of the above named, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed at our office within thirty days from this notice.

L. J. CHARTRAND,
PAUL LS. TURGEON,
Joint curators.

Office of Chartrand & Turgeon,
55, Saint François Xavier, Montreal. 4564

District of Three Rivers.

Francis Xavier Lamontagne, of La Tuque, merchant, has, on the 11th of December, 1908, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Three Rivers, according to law.

V. E. PARADIS,
Provisional guardian,

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 16th December, 1908. 4594

District de Gaspé.

Re Joseph Belisle, marchand, Rivière Bonaventure, Insolvable.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 11 décembre 1908, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

V. E. PARADIS,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 16 décembre 1908, 4595

District de Québec.

Re La Cie Navigation de Québec, Québec, en liquidation, Insolvable.

Un premier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 4 janvier 1909, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

V. E. PARADIS,
Liquidation.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 16 décembre 1908. 4597

District de Montmagny.

Re Edouard Forcier, marchand de bois, Saint-Pierre de la Rivière du Sud, autrefois de Berthierville, et maintenant de lieux inconnus, Insolvable.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un ordre de la cour, en date du 10 décembre 1908, une assemblée des créanciers du dit insolvable aura lieu au palais de justice, à Montmagny, jeudi, le 24 décembre courant, à 10 heures a. m., pour donner leur avis touchant la nomination d'un curateur et d'un ou plusieurs inspecteurs aux biens de cette succession.

V. E. PARADIS,
Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 16 décembre 1908, 4601

District de Rimouski.

Lucien Dumais, de Matane, marchand, a, le 15 décembre 1908, fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Rimouski, conformément à la loi.

V. E. PARADIS,
Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 16 décembre 1908. 4591

District de Beauce.

Re Bélonnie Drouin, marchand, Saint-Honoré de Shenley, Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 4 janvier 1909, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

V. E. PARADIS,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 16 décembre 1908. 4599

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Edouard Cloutier, agent, du village de Sainte-Rose, Failli.

Avis est par le présent donné, que par ordre de cette cour, le 11e jour de décembre courant, j'ai été

District of Gaspé.

Re Joseph Belisle, merchant, Bonaventure River, Insolvent.

In virtue of an order of the court, dated 11th December, 1908, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

V. E. PARADIS,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 16th December, 1908. 4596

District of Québec.

Re La Cie Navigation de Québec, Québec, in liquidation, Insolvent.

A first dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 4th January, 1909, after which date this dividend will be payable at my office.

V. E. PARADIS,
Liquidator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building,
Quebec, 16th December, 1908. 4598

District of Montmagny.

Re Edouard Forcier, lumber merchant, Saint Pierre de la Rivière du Sud, heretofore of Berthierville, and now of parts unknown, Insolvent.

Notice is hereby given that in virtue of an order of the court, dated 10th December, 1908, a meeting of the creditors of the said insolvent will be held in the superior court, at Montmagny, Thursday, 24th December, 1908, at 10 o'clock a. m., to give their advice to the appointment of a curator and one or more inspectors to this estate.

V. E. PARADIS,
Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 16th December, 1908. 4602

District of Rimouski.

Lucien Dumais, of Matane, merchant, has, on the 15th of December, 1908, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the protonotary's office of the superior court for the district of Rimouski, according to law.

V. E. PARADIS,
Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co.
Quebec, 16th December, 1908. 4592

District of Beauce.

Re Bélonnie Drouin, merchant, Saint Honoré de Shenley, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 4th January, 1909, after which date this dividend will be payable at my office.

V. E. PARADIS,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 16th December, 1908. 4600

Province of Québec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of Edouard Cloutier, agent, of the village of Sainte-Rose, Québec, Insolvent.

Notice is hereby given that, by order of this court, on the 11th day of December instant, I was appointed

nommé curateur des biens du susdit failli, qui en a fait un abandon pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être produites à mon bureau sous trente jours pour garantir leur collocation pour dividendes.

A. A. LEGAULT,
Curateur.

No 60, Notre-Dame Est, Montréal,
ou Sainte-Rose, Laval.
Montréal, 15 décembre 1908. 4605

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re Azarie Guertin, Saint-Philippe de Laprairie,
Insolvent.

Avis vous est donné que, le seizième jour de décembre 1908, par un ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs conjoints à la succession du sus-nommé, qui a fait une cession judiciaire de tous ses biens et effets pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations, attestées sous serment, doivent être produites entre nos mains dans les trente jours de cet avis.

P. J. CHARTRAND,
PAUL LS. TURGEON,
Curateurs conjoints.

Bureau de Chartrand & Turgeon,
55, Saint-François Xavier, Montréal. 4607

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 241.

Dans l'affaire de Ephrem M. Baril, Montréal,
Failli.

Avis est par le présent donné que, par ordre de la cour, les soussignés ont été nommés curateurs conjoints des biens du susdit failli, qui en a fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de ses créanciers.

Les créanciers sont requis de produire leurs réclamations entre nos mains sous 30 jours de cette date.

H. V. DUGGAN,
JOS. DESAUTELES,
Curateurs conjoints.

219, Board of Trade Building, Montréal.
Montréal, 15 décembre 1908. 4619

En Liquidation

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District des Trois-Rivières. }
No 33.

Albert E. de Lorimier, Conseil du Roi, avocat praticant, des cité et district de Montréal,

Requérant liquidation ;
et

"The Canadian Gas & Oil Company", corps politique constituée suivant les lois de l'état de New-York, un des états-unis d'Amérique, et ayant un bureau d'affaires en les cité et district des Trois-Rivières,
En liquidation ;

et

Henri Godin, comptable, de la cité des Trois-Rivières,
Liquidateur.

Avis est par les présentes donné que, le quinzième jour de décembre courant, le dit Henri Godin, soussigné, a été nommé, par une ordonnance de la cour, liquidateur aux biens de la sus-dite compagnie "The Canadian Gas and Oil Company", en liquidation.

Les réclamations, attestées sous serment, doivent être produites entre les mains du dit liquidateur, dans les trente jours de cet avis.

HENRI GODIN,
Liquidateur.

Trois-Rivières, 15 décembre 1908. 4613

curator of the aforesaid insolvent, who has made an abandonment of his property for the benefit of his creditors.

Claims should be filed at my office within thirty days to ensure their collocation for dividends.

A. A. LEGAULT,
Curator.

No. 60, Notre-Dame East, Montreal,
or Sainte-Rose, Laval.
Montreal, 11th December, 1908. 4606

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In re Azarie Guertin, Saint-Philippe de Laprairie,
Insolvent.

Notice is hereby given that, on the sixteenth day of December, 1908, by order of the court, we were appointed joint curators to the estate of the above named, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed at our office within one month from this notice.

P. J. CHARTRAND,
PAUL LS. TURGEON,
Joint curators.

Office of Chartrand & Turgeon,
55, Saint François Xavier, Montreal. 4608

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 241.

In the matter of Ephrem M. Baril, Montreal,
Insolvent.

Notice is hereby given that, according to an order of the court, the undersigned have been appointed joint curators to the estate of the above named, who has made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors.

Creditors must file their claims in our hands within 30 days from this date.

H. V. DUGGAN,
JOS. DESAUTELES,
Joint Curators.

219, Board of Trade Building, Montreal.
Montreal, 15th December, 1908. 4620

In Liquidation

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Three Rivers. }
No. 33.

Albert E. de Lorimier, King's Counsel, practising advocate, of the city and district of Montreal,

Petitioner for liquidation ;
and

The Canadian Gas & Oil Company, body politic constituted in accordance with the laws of the state of New York, one of the united states of America, and having a business office in the city and district of Three Rivers,
In liquidation

and

Henri Godin, accountant of the city of Three Rivers,
Liquidator.

Notice is hereby given that, on the fifteenth day of December instant, by an order of the court, the undersigned was appointed liquidator to the property of the above mentioned "The Canadian Gas & Oil Company", in liquidation.

Sworn claims must be filed with me within thirty day from this notice.

HENRI GODIN,
Liquidator.

Three Rivers, 15th December, 1908. 4614

Ordre de Cour

Canada,
Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
No. 66.

Le onzième jour de décembre 1908.

Devant l'honorable Juge Hutchinson.

Dame Susan Parsons, veuve de feu Richard Hooper, en son vivant du canton de Compton, dans le district de Saint-François, cultivateur, Edward Hooper et John Hooper, cultivateurs, et Dame Eliza Hooper, et Dame Victoria Hooper, filles majeures usant de leurs droits, faisant affaires en société comme cultivateurs, au canton de Compton, dans le district de Saint-François, Demandeurs ;

vs

William Hooper, autrefois du village de Lennoxville, dans le district de Saint-François, boucher, et maintenant de lieux inconnus. Défendeur.

Ayant vu et examiné la requête et l'affidavit des demandeurs, et y voyant que le défendeur est un commerçant ayant cessé ses paiements, et qu'il a quitté la province de Québec, nous ordonnons qu'une assemblée des créanciers du défendeur ait lieu au palais de justice, en la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, le vingt-huitième jour de décembre courant, à dix heures de l'avant-midi, pour qu'ils donnent leur avis touchant la nomination d'un curateur et d'inspecteurs à la dite succession et sur toutes autres questions qui pourraient être légalement soulevées.

L'avis du temps et du lieu de l'assemblée devant être inséré dans le "Sherbrooke Daily Record", "Le Progrès de l'Est" et la "Gazette Officielle de Québec", et les créanciers dont les noms sont connus devant être spécialement avertis par lettre enregistrée, et nous nommons par les présentes, John J. Griffith, de la cité de Sherbrooke, comptable, gardien provisoire de la succession et des effets des défendeurs.

(Signé), M. HUTCHINSON,
J. S. C.

Vraie copie,
J. LEONARD,
Procureur du gardien provisoire. 4581

Ventes par le Shérif—Beauce

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et en leurs respectifs tel que mentionné plus bas.

MANDAT DU CURATEUR.

Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir : } THOMAS H. PARÉ, failli,
No. 1060. } et VITAL ELZEAR PARADIS, curateur.

Un certain terrain situé en la paroisse de Saint-Frédéric de Beauce, au lieu appelé "Tring Junction", contenant le dit terrain, cent vingt pieds anglais de profondeur, sur une largeur de soixante-dix pieds anglais au front sur le dit terrain le long du chemin public, et cinquante pieds anglais de largeur à la profondeur du dit terrain : borné en front au chemin public, en arrière à Philéas Paré, au sud à Pierre Gagné et au nord à Michel Gagné, lequel terrain fait partie du lot numéro deux cent (partie 200) du cadastre officiel de Saint-Frédéric de Beauce—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, sujet à une rente annuelle foncière de dix piastres, payable à Philéas Paré, le premier de juin de chaque année.

Il Pour être vendu à la porte de l'église de la pa-

Order of the Court

Canada,
Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
No. 66.

The eleventh of December, 1908.

Before the Honorable Mr. Justice Hutchinson.

Dame Susan Parsons, widow of the late Richard Hooper, in his lifetime of the township of Compton, in the district of Saint Francis, farmer, Edward Hooper and John Hooper, farmers, and Dame Eliza Hooper and Dame Victoria Hooper, spinsters, doing business in partnership together as farmers, at the township of Compton, in the district of Saint Francis, Plaintiffs ;

vs

William Hooper, heretofore of the village of Lennoxville, in the district of Saint Francis, butcher, and now of parts unknown, Defendant.

Having seen and examined the petition and affidavit of the plaintiffs, and seeing thereby that the defendant is trader having ceased his payments, and has absconded and left the province of Quebec, we order that a meeting of defendant's creditors do assemble at the court house, in the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, on the 28th of December, 1908, at the hour of ten of the clock in the forenoon, to give their advice respecting the appointment of a curator and inspectors to the said estate, and upon all matters which may be legally submitted.

The notice of the time and place of the meeting to be inserted in the "Sherbrooke Daily Record", "Le Progrès de l'Est" and the "Quebec Official Gazette", and the creditors whose names are known to be specially notified by registered letter, and we hereby appoint John J. Griffith, of the city of Sherbrooke, accountant, provisional guardian to the estate and effects of defendant.

(Signed), M. HUTCHINSON,
J. S. C.

A true copy.
J. LEONARD,
Attorney for provisional guardian. 4582

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-dermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

CURATOR'S WARRANT.

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit : } THOMAS H. PARÉ, insolvent,
No. 1060. } and VITAL ELZEAR PARADIS, curator.

A certain piece of land situate in the parish of Saint Frederic de Beauce, at the place called Tring Junction, the said piece of land containing one hundred and twenty feet english in depth, on a width of seventy feet english on the front of the said piece of land along the high road, and fifty feet english in width at the depth of the said piece of land ; bounded in front by the high road, in rear by Philéas Paré, to the south by Pierre Gagné, and to the north by Michel Gagné, which said piece of land forms part of the lot number two hundred (part 200) of the official cadastre of Saint Frederic de Beauce—with the buildings thereon erected, circumstances and dependancies, subject to an annual ground rent of ten dollars payable to Philéas Paré, on the first of June, of every year.

To be sold at the church door of the parish of

roisse de Saint-Frédéric de Beauca, le TRENTE de
DECEMBRE prochain (1908), à DIX heures de
l'avant midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Saint Joseph de Beauca, 24 novembre 1908.

4275.2

[Première publication, 28 novembre 1908.]

Ventes par le Shérif—Chicoutimi

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les
TERRES et HERITAGES sous-mentionnés
ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux
respectifs tel que mentionné plus bas.

MANDAT DE CURATEUR.

Chicoutimi, à savoir : } **G** **E** **O** **R** **G** **E** **S** **S** **T** **P** **I** **E** **R** **R** **E**,
No 1932. } **N** **P**., de Chicoutimi,
Curateur ; contre **D** **A** **M** **E** **I** **V** **O** **N** **N** **E** **D** **O** **N** **O** **H** **U** **E**,
veuve de feu Thomas Eugène Savard, en son vivant
de la ville de Chicoutimi, commerçant, en sa qua-
lité d'exécuteur testamentaire du dit feu Eugène
Savard, Insolvable.

1° Un terrain de soixante et quinze pieds de lar-
geur sur cent quatre pieds de profondeur, du sud au
nord, formant partie du lot numéro deux cent
soixante et seize (276), et borné comme suit : en
front au nord à la rue Racine, à l'est au terrain de
Jos. Ed. Savard, au sud et à l'ouest au résidu du
dit lot deux cent soixante et seize—avec bâtisses et
dépendances, aussi la moitié indivise d'un chemin
de dix pieds de largeur sur cent quatre pieds de
longueur, formant partie du même lot deux cent
soixante et seize, longeant cette propriété du côté
ouest, avec le droit à perpétuité d'utiliser ce chemin
en commun avec le propriétaire de l'immeuble
voisin du côté ouest et de l'autre moitié indivise du
même chemin.

Ce terrain est sujet quant à sa limite du côté est
et quant aux arbres croissant sur le terrain voisin à
un acte d'accord et conventions intervenu entre
Jos. Ed. Savard et feu T. Eug. Savard, et passé
devant Geo. St. Pierre, notaire, le 28 mai 1906, No
1856, enregistré le 1er juin 1906, sous le numéro
16,424.

2° Un terrain de soixante et quinze pieds ou
environ de largeur par cent quatre pieds de profon-
deur, formant partie du même lot deux cent soixante
et seize (276), et borné comme suit : en front au
nord à la rue Racine, à l'est à une ligne parallèle au
terrain de Jos. Ed. Savard et distante de quatre-
vingt-cinq pieds de ce terrain, vers le sud au résidu
du dit lot deux cent soixante et seize, et à l'ouest
au terrain de Clair Massicotte ou ses représentants
—avec bâtisses et dépendances ; aussi la moitié
indivise d'un chemin de dix pieds de largeur sur
cent quatre pieds de longueur et longeant cette
propriété du côté est, avec le droit à perpétuité
d'utiliser ce chemin en commun avec la propriété de
l'immeuble voisin du côté est, et de l'autre moitié
indivise du même chemin.

3° Un terrain de cent quatre pieds de largeur par
deux cent huit pieds de profondeur ou environ, for-
mant partie du lot numéro deux cent soixante et
seize (276), et borné comme suit : en front à l'ouest
à l'avenue Montcalm, au nord à la partie nord du
même lot deux cent soixante et seize, suivant une
ligne parallèle au terrain réservé pour la rue Racine
et distante de cent quatre pieds de ce terrain ; à
l'est au terrain de Jos. Ed. Savard, et au sud partie
au lot trois cent quarante-trois, et partie au lot
trois cent quarante-trois-deux du même cadastre—
avec toutes bâtisses et dépendances.

Ce terrain est sujet quant à sa limite du côté est
et quant aux arbres croissant sur le terrain voisin
à un acte d'accord et conventions intervenu entre

Saint Frederic de Beauca, on the THIRTIETH
day of DECEMBER next (1908), at TEN o'clock
in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriffs Office, Sheriff.
Saint Joseph de Beauca, 24th November, 1908.

4276

[First published, 28th November, 1908.]

Sheriff's Sales—Chicoutimi

P **U** **B** **L** **I** **C** **N** **O** **T** **I** **C** **E** is hereby given that the a-
dermentioned **L** **A** **N** **D** **S** and **T** **E** **N** **E** **M** **E** **N** **T** **S** have
been seized, and will be sold at the respective time
and places mentioned below.

CURATOR'S WARRANT.

Chicoutimi, to wit : } **G** **E** **O** **R** **G** **E** **S** **S** **T** **P** **I** **E** **R** **R** **E**,
No. 1932. } **N** **P**., of Chicoutimi,
Curator ; against **D** **A** **M** **E** **I** **V** **O** **N** **N** **E** **D** **O** **N** **O** **H** **U** **E**,
widow of the late Thomas Eugène Savard, in his
lifetime of the town of Chicoutimi, trader, in her
quality of testamentary executrix of the said late
Eugène Savard, Insolvent.

1. A lot seventy five feet wide by one hundred
and four feet in depth, from south to north, forming
part of lot number two hundred and seventy six
(276), and bounded as follows : in front on the
north by Racine street, on the east by the land of
Jos. Ed. Savard, on the south and west by the
residue of said lot two hundred and seventy six—
with buildings and dependencies, also the undivided
half of a road ten feet wide by one hundred and
four feet in length, forming part of same lot two
hundred and seventy six, along this property on
the west side, with the right in perpetuity of the
use of this road in common with the proprietor of
the neighboring immoveable of the west side and
the other undivided half of the same road.

This lot is subject as to its boundary on the east
side and as to its trees growing on the adjacent
lot to an act of agreement and compact entered
into between Jos. Ed. Savard and the late T. Eug.
Savard, and executed before Geo. St. Pierre,
notary, the 28th of May, 1906, No. 1856, regis-
tered the 1st of June, 1906, as number 16424.

2. A lot of about seventy five feet wide by one
hundred and four feet in depth, forming part of
same lot two hundred and seventy six (276), and
bounded as follow : in front on the north by Racine
street, on the east in a parallel line by the land of
Jos. Ed. Savard, and eighty five feet distant from
the land, on the south by the residue of said lot
two hundred and seventy six, and on the west by
the land of Clair Massicotte, or his representatives
—with buildings and dependencies, also the undi-
vided half of a road ten feet wide by one hundred
and four feet in length and running along this
property on the east side, with the right in perpe-
tuity of the use of this road in common with the
proprietor of the neighboring lot of the east side,
and the other undivided half of the same road.

3. A lot of one hundred and four feet wide by
about two hundred and eight feet in depth, or about
forming part of lot two hundred and seventy-six (276),
and bounded as follows : in front on the west by Mont-
calm avenue, on the north by the northern part of
the same lot two hundred and seventy-six, follow-
ing a parallel line to the land reserved for Racine
street and one hundred and four feet distant from
this land ; on the east by the land of Jos. Ed. Sa-
vard, and on the south partly by lot three hundred
and forty three, and partly by lot number three
hundred and forty three-two of the same cadastre—
with all buildings and dependencies :

This lot is subject as to its boundary on the east
side and as to its trees growing on the adjacent lot
to an act of agreement and compact entered into

Jos. E. Savard et feu T. Eug. Savard, passé devant Geo. St. Pierre, notaire, le 28 mai 1906, No 1856, enregistré le 1er juin 1906, sous le No 16,424.

- 4° Un terrain de quarante-cinq pieds de largeur par quatre-vingt-quinze pieds de profondeur, formant partie du lot numéro quatre cent cinquante-neuf (459), et borné comme suit : en front au nord à la rue Price, à l'est au terrain de William Potvin, au sud au lot numéro quatre cent cinquante-neuf-trois, et à l'ouest au terrain de Georges Fortin—avec bâtisses et dépendances.
- 5° Un terrain de cinquante et un pieds et neuf pouces de largeur par quatre-vingts pieds de profondeur, formé des lots numéros trois cent quarante-deux-six (342-6) et trois cent quarante-trois-deux (343-2)—avec dépendances.
- 6° Un terrain de cinquante-quatre pieds de largeur par soixante et huit pieds de profondeur, formé du lot numéro trois cent quarante-deux-quatre (342-4)—avec dépendances.
- 7° Un terrain de cinquante pieds de largeur par cent pieds de profondeur, formé des lots numéros quatre cent vingt-quatre-un (424-1) et quatre cent vingt-neuf-un (429-1)—avec dépendances.
- 8° Un terrain de cinquante pieds de largeur par cent pieds de profondeur, formé des lots numéros quatre cent vingt-quatre-deux (424-2) et quatre cent vingt-neuf-deux (429-2)—avec dépendances.
- 9° Un terrain de quarante-cinq pieds de largeur par quatre-vingt-onze pieds et six pouces de profondeur, formé des lots numéros quatre cent quarante-huit-deux (448-2) et quatre cent cinquante-trois-deux (453-2)—avec dépendances.
- 10° Un terrain de quarante-cinq pieds de largeur par quatre-vingt-onze pieds et six pouces de profondeur, formé du lot numéro quatre cent quarante-huit-trois (448-3) — avec dépendances.
- 11° Un terrain de quarante-cinq pieds de largeur par quatre-vingt-onze pieds et six pouces de profondeur, formé du lot quatre cent quarante-huit-cinq (448-5)—avec dépendances.
- 12° Un terrain de cinquante pieds de largeur par soixante et quinze pieds de profondeur, formé du lot numéro quatre cent quatre-vingt-quinze-dix (495-10)—avec dépendances.
- 13° Un terrain de quarante-cinq pieds et dix pouces de largeur par quatre-vingt-cinq pieds de profondeur, formé des lots numéros quatre cent quatre-vingt-quinze-trois (495-3) et quatre cent quatre-vingt-quatorze-onze (494-11)—avec dépendances.
- 14° Un terrain de quarante-cinq pieds et dix pouces de largeur par quatre-vingt-cinq pieds de profondeur, formé des lots numéros quatre cent quatre-vingt-quatorze-deux (494-2) et quatre cent quatre-vingt-quinze-deux (495-2)—avec dépendances.
- 15° Un terrain de quarante-cinq pieds de largeur par quatre-vingt-onze pieds et huit pouces de profondeur, formé du lot numéro quatre cent quatre-vingt-quatorze-dix (494-10)—avec dépendances.
- 16° Un terrain de quarante-cinq pieds de largeur par quatre-vingt-onze pieds et six pouces de profondeur, formé du lot numéro quatre cent quatre-vingt-treize-trois (493-3)—avec dépendances.
- 17° Un terrain de quarante-cinq pieds et dix pouces de largeur par soixante et dix-huit pieds de profondeur, formé du lot numéro quatre cent quatre-vingt-treize-quatre (493-4)—avec dépendances.
- 18° Un terrain de quarante-cinq pieds de largeur par soixante et dix-huit pieds de profondeur, formé du lot numéro quatre cent quatre-vingt-treize-cinq (493-5)—avec dépendances.
- 19° Un terrain de quarante-cinq pieds et neuf pouces de largeur par quatre-vingt-cinq pieds de profondeur ou environ, formé des lots numéros cinq cent un-cinq (501-5) et cinq cent deux-cinq (502-5)—avec dépendances.
- 20° Un terrain de quarante-cinq pieds de largeur par quatre-vingt-cinq pieds de profondeur, formé des lots numéros cinq cent-six (500-6), cinq cent
- between Jos. Ed. Savard and the late T. Eug. Savard, executed before Geo. St. Pierre, notary, the 28th of May, 1906, No. 1856, registered the 1st of June, 1906, as number 16,424 ;
4. A lot forty five feet wide by ninety five feet in depth, forming part of lot number four hundred and fifty nine (459), and bounded as follows : in front on the north by Price street ; on the east by the land of William Potvin, on the south by lot number four hundred and fifty nine-three, and on the west by the land of George Fortin — with buildings and dependencies.
5. A lot fifty one feet nine inches wide by eighty feet in depth, formed of lots numbers three hundred and forty two-six (342-6) and three hundred and forty three-two (343-2)—with dependencies ;
6. A lot fifty four feet wide by sixty eight feet in depth, formed of lot number three hundred and forty two-four (342-4)—with dependencies ;
7. A lot fifty feet wide by one hundred feet in depth, formed of lots numbers four hundred and twenty four-one (424 1) and four hundred and twenty nine-one (429-1)—with dependencies ;
8. A lot fifty feet wide by one hundred feet in depth, formed of lots numbers four hundred and twenty four-two (424-2), and four hundred and twenty nine-two (429-2)—with dependencies ;
9. A lot forty five feet wide by ninety one feet six inches in depth, formed of lots numbers four hundred and forty eight-two (448-2) and four hundred and fifty three-two (453-2)—with dependencies.
10. A lot forty five feet wide by ninety one feet six inches in depth, formed of lot number four hundred and forty eight-three (448-3)—with dependencies.
11. A lot forty five feet wide by ninety one feet six inches in depth, formed of lot four hundred and forty eight-five (448-5)—with dependencies.
12. A lot fifty feet wide by seventy five feet in depth, formed of lot four hundred and ninety five-ten (495-10) —with dependencies.
13. A lot forty five feet ten inches wide by eighty five feet in depth, formed of lots numbers four hundred and ninety five-three (495-3) and four hundred and ninety four eleven (494-11)—with dependencies.
14. A lot forty five feet ten inches wide by eighty five feet in depth, formed of lots numbers four hundred and ninety four-two (494-2) and four hundred and ninety five-two (495-2) with dependencies.
15. A lot forty five feet wide by ninety one feet eight inches in depth, formed of lot number four hundred and ninety four-ten (494-10)—with dependencies.
16. A lot forty five feet wide by ninety one feet six inches in depth, formed of lot number four hundred and ninety three (493-3)—with dependencies.
17. A lot forty five feet ten inches wide by seventy eight feet in depth, formed of lot number four hundred and ninety three-four (493-4)—with dependencies.
18. A lot forty five feet wide by seventy eight feet in depth, formed of lot number four hundred and ninety three-five (493-5)—with dependencies.
19. A lot forty feet nine inches wide by eighty five feet in depth or thereabout, formed of lots numbers five hundred and one-five (501-5) and five hundred and two-five (502-5)—with dependencies.
20. A lot forty five feet wide by eighty five feet in depth, formed of lots numbers five hundred-six (500-6) five hundred and one-one (501-1), five hun-

un-un (501-1), cinq cent deux-un (502-1) et quatre-cent quatre-vingt-dix-neuf-quatre (499-4) — avec dépendances.

21° Un terrain de cinquante pieds de largeur par quatre-vingt-cinq pieds de profondeur, formé des lots numéros cinq cent quatre (500-4) et quatre cent quatre vingt-dix-neuf-deux (499-2)—avec dépendances.

22° Un terrain de cinquante pieds de largeur par quatre-vingt-cinq pieds de profondeur, formé du lot numéro cinq cent deux (500-2)—avec dépendances.

23° Un terrain de cinquante pieds de largeur par soixante et dix-huit pieds de profondeur, formé du lot numéro trois cent cinquante-six-trois (356-3)—avec dépendances.

24° Un terrain de quarante-cinq pieds de largeur par cent pieds de profondeur, formé du lot numéro trois cent cinquante-six-cinq (356-5)—avec dépendances.

25° Un terrain de quarante-six pieds et six pouces par quatre-vingt-six pieds de profondeur, formé du lot numéro quatre cent cinquante-neuf-trois (459-3)—avec dépendances.

26° Un terrain de quarante-six pieds et six pouces de largeur par quatre-vingt-six pieds de profondeur, formé du lot quatre cent cinquante-neuf-deux (459-2)—avec dépendances.

27° Un terrain de quarante-cinq pieds de largeur par cent pieds de profondeur, formé du lot numéro quatre cent huit-cinq (408-5)—avec dépendances.

28° La moitié indivise, (en un seul lot) :

(a) D'un terrain de cinquante pieds par quinze pieds, formé du lot numéro trois cent cinquante-deux (350-2).

(b) D'un terrain de trente-huit pieds et six pouces par quinze pieds, formé du lot numéro trois cent cinquante-un (350-1).

(c) D'un terrain de onze pieds et six pouces par seize pieds, formé du lot numéro quatre cent vingt-quatre-trois (424-3).

(d) D'un terrain de onze pieds et six pouces par quatre-vingt-deux pieds, formé du lot quatre cent vingt-neuf-trois (429-3).

(e) D'un terrain de six pieds par quatre-vingt-onze pieds et huit pouces, formé du lot numéro quatre cent quatre-vingt-quatorze-six (494-6).

(f) D'un terrain de huit pieds par quatre-vingt-onze pieds et huit pouces, formé du lot numéro quatre cent quatre-vingt-quatorze-sept (494-7) — avec dépendances.

(g) D'un terrain de vingt pieds par douze pieds, formé du lot numéro quatre cent huit-neuf (408-9) — avec dépendances.

(h) D'un terrain de quarante-cinq pieds par cent pieds, formé du lot numéro quatre cent huit-trois (408-3)—avec dépendances.

(i) D'un terrain de quarante pieds de largeur par cent huit pieds de profondeur, formé des lots numéros quatre cent quinze-un (415-1) quatre cent seize-deux (416-2) et quatre cent dix-neuf-deux (419-2)—avec dépendances.

(j) D'un terrain de quarante-cinq pieds et dix pouces de largeur par quatre-vingt-cinq pieds de profondeur, formé des lots quatre cent trente-neuf-trois (439-3) et quatre cent quarante-huit-sept (408-7)—avec dépendances.

(k) D'un autre terrain de même dimensions, formé des lots numéros quatre cent trente-neuf-deux (439-2) et quatre cent quarante-huit-six (448-6)—avec dépendances.

(l) D'un terrain de quarante-cinq pieds de largeur par une profondeur moyenne de cent sept pieds, formé du lot numéro quatre cent quatre-vingt-douze-six (492-6)—avec dépendances.

(m) D'un terrain de quarante-cinq pieds de largeur par quatre-vingt-onze pieds et six pouces de profondeur, formé du lot numéro quatre cent cinquante-trois-quatre (453-4)—avec dépendances.

(n) D'un terrain de quarante-cinq pieds de largeur par quatre-vingt-onze pieds et six pouces de profondeur, formé du lot quatre cent quarante-huit-quatre (448-4)—avec dépendances.

dred and two-one (502-1) and four hundred and ninety-nine-four (499-4)—with dependencies.

21. A lot fifty feet wide by eighty five feet in depth, formed of lots numbers five-hundred-four (500-4) and four hundred and ninety-nine-two (499-2)—with dependencies.

22. A lot fifty feet wide by eighty five feet in depth, formed of lot number five hundred-two (500-2)—with dependencies.

23. A lot fifty feet wide by seventy eight feet in depth, formed of lot number three hundred and fifty-six-three (356-3)—with dependencies.

24. A lot forty five feet wide by one hundred feet in depth, formed of lot number three hundred and fifty-six-five (356-5)—with dependencies.

25. A lot forty-six feet six inches by eighty six feet in depth, formed of lot number four hundred and fifty-nine-three (459-3)—with dependencies.

26. A lot forty-six feet six inches wide by eighty six feet in depth, formed of lot four hundred and fifty-nine-two (459-2)—with dependencies.

27. A lot forty five feet wide by one hundred feet in depth, formed of lot number four hundred and eight-five (408-5)—with dependencies.

28. The undivided half (in one lot) :

(a) Of a lot fifty feet by fifteen feet, formed of lot number three hundred and fifty-two (350-2).

(b) Of a lot thirty eight feet six inches by fifteen feet, formed of lot number three hundred and fifty-one (350-1).

(c) Of a lot eleven feet six inches by sixteen feet, formed of lot number four hundred and twenty four-three (424-3).

(d) Of a lot eleven feet six inches by eighty two feet, formed of lot four hundred and twenty nine-three (429-3).

(e) Of a lot six feet by ninety one feet eight inches, formed of lot number four hundred and ninety four-six (494-6).

(f) Of a lot eight feet by ninety one feet eight inches, formed of lot number four hundred and ninety four-seven (494-7)—with dependencies.

(g) Of a lot twenty feet by twelve feet, formed of lot number four hundred and eight-nine (408-9)—with dependencies.

(h) Of a lot forty five feet by one hundred feet, formed of lot number four hundred and eight-three (408-3)—with dependencies.

(i) Of a lot forty feet wide by one hundred and eight feet in depth, formed of lots numbers four hundred and fifteen-one (415-1), four hundred and sixteen-two (416-2) and four hundred and nineteen-two (419-2)—with dependencies.

(j) Of a lot forty five feet ten inches wide by eighty five feet in depth, formed of lots four hundred and thirty nine-three (439-3) and four hundred and forty eight-seven (448-7)—with dependencies.

(k) Of another lot of the same dimensions, formed of lots four hundred and thirty nine-two (439-2) and four hundred and forty eight-six (448-6)—with dependencies.

(l) Of a lot forty five feet wide by an average depth of one hundred and seven feet, formed of lot number four hundred and ninety two-six (492-6)—with dependencies.

(m) Of a lot forty five feet wide by ninety one feet six inches in depth, formed of lot number four hundred and fifty three-four (453-4)—with dependencies.

(n) Of a lot forty five feet wide by ninety one feet six inches in depth, formed of lot four hundred and forty eight-four (448-4)—with dependencies.

(o) D'un terrain de trente-neuf pieds et six pouces de largeur par quatre-vingt-quinze pieds de profondeur, formé du lot numéro quatre cent trente-neuf-sept (439-7)—avec dépendances.

(p) D'un terrain de cinquante pieds de largeur par soixante et quinze pieds de profondeur, formé du lot numéro quatre cent quatre-vingt-quinze-neuf (495-9)—avec dépendances.

(q) D'un terrain de quarante-cinq pieds de largeur par soixante et dix-huit pieds de profondeur, formé du lot quatre cent quatre-vingt-treize-six (493-6)—avec dépendances.

(r) Du lot numéro cinq cent trois-un (503-1), de cinq pieds en superficie—avec dépendances.

(s) D'un terrain de quarante-cinq pieds de largeur par cent pieds de profondeur, formé du lot trois cent cinquante six—quatre (356-4)—avec dépendances.

(t) D'un terrain de quarante-cinq pieds de largeur par quatre-vingt-treize pieds de profondeur, formé du lot numéro quatre cent cinquante neuf—quatre (459-4)—avec dépendances.

29° Le tiers indivis d'un terrain de cinquante pieds de largeur par soixante et six pieds de profondeur, formé du lot numéro quatre cent vingt quatre—cinq (424-5)—avec dépendances.

30° Tous les droits de propriété et autres droits quelconques que la succession de feu T. Eug. Savard, en son vivant de Chicoutimi, a et peut avoir sur un terrain de quarante-cinq pieds de largeur, par quatre-vingt-treize pieds de profondeur, formé du lot numéro quatre cent cinquante neuf—cinq (459-5) et sur un terrain de quarante-cinq pieds de largeur par une profondeur moyenne de soixante et dix pieds, formé du lot numéro quatre cent quatre-vingt-douze—sept (492-7)—avec dépendances.

L'acquéreur de ce terrain sera tenu de se conformer à toutes les conditions d'un bail avec promesse de vente de ces deux terrains consenti par feu Thos. Eugène Savard à V. Napoléon Tremblay et inséré dans un acte passé devant M. O. Bossé, notaire, le 27 juillet 1906, No 2473, enregistré le 30 mars 1907, sous le No. 17,231; l'acquéreur bénéficiera également des avantages découlant de cet acte relativement aux dits lots 459-5 et 492-7, retirera les redevances du bail pour ces deux terrains et le prix de la vente si elle a lieu.

31° Tous les droits de propriété et autres droits quelconques pouvant appartenir à la succession de feu T. Eug. Savard, sur :

Les lots numéros trois cent quarante-deux-un (342-1), trois cent quarante-deux-cinq (342-5), trois cent cinquante-quatre (350-4), quatre cent vingt-quatre-quatre (424-4), quatre cent vingt-huit-un (428-1), quatre cent vingt-cinq-un (425-1), trois cent cinquante-huit (350-8), quatre cent vingt-quatre-sept (424-7), quatre cent vingt-un (420-1), quatre cent vingt-deux (420-2), quatre cent dix-neuf-un (419-1), quatre cent quinze-deux (415-2), trois cent cinquante-six-un (356-1), quatre cent huit-un (408-1), quatre cent quarante-trois-un (443-1), quatre cent trente-neuf-quatre (439-4), quatre cent quatre-vingt-quinze-six (495-6), quatre cent trente-neuf-un (439-1), quatre cent quarante-huit-un (448-1), quatre cent cinquante-trois-un (453-1), quatre cent quatre-vingt-treize-onze (493-11), quatre cent quatre-vingt-quinze-cinq (495-5), quatre cent quatre-vingt-quatorze-treize (494-13), quatre cent cinquante-neuf-un (459-1), quatre cent quatre-vingt-douze-huit (492-8), quatre cent quatre-vingt-dix-sept-un (497-1), cinq cent-cinq (505-5), et quatre cent quatre-vingt-dix-neuf-trois (499-3).

Tous ces lots sont destinés pour des rues ou ruelles pour l'utilité des propriétaires des terrains bordant ces rues ou ruelles; et l'acquéreur ne pourra en changer la destination, et sera tenu de céder les droits présentement vendus, gratuitement, la ville de Chicoutimi, lorsque cette corporation désirera avoir titre et prendre possession de ces rues et ruelles.

(o) Of a lot thirty nine feet six inches wide by ninety five feet in depth, formed of lot number four hundred and thirty nine-seven (439-7)—with dependencies.

(p) Of a lot fifty feet wide by seventy five feet deep, formed of lot four hundred and ninety five-nine (495-9)—with dependencies.

(q) Of a lot forty five feet wide by seventy eight feet in depth, formed of lot four hundred and ninety three-six (493-6)—with dependencies.

(r) Of lot number five hundred and three-one (503-1), fifty feet in area—with dependencies.

(s) Of a lot forty five feet wide by one hundred feet in depth, formed of lot three hundred and fifty six-four (356-4)—with dependencies.

(t) Of a lot forty five feet wide by ninety three feet in depth, formed of lot number four hundred and fifty nine-four (459-4)—with dependencies.

29 The undivided third of a lot fifty feet wide by sixty six feet in depth, formed of lot number four hundred and twenty four-five (424-5)—with dependencies.

30. All the ownership and other rights whatsoever the estate of the late T. Eug. Savard, in his lifetime of Chicoutimi, has and may have on a lot forty five feet wide, by ninety three feet in depth, formed of lot number four hundred and fifty nine-five (459-5), and on a lot forty five feet wide by an average depth of seventy feet and ten inches, formed of lot number four hundred and ninety two-seven (492-7)—with dependencies.

The purchaser of this land will be obliged to comply with all the conditions of a lease with promise of sale of these two lots granted by the late Thos. Eugène Savard to V. Napoléon Tremblay, and embodied in a deed executed before M. O. Bossé, notary, the 27th of July, 1906, No. 2473, registered the 30th of March, 1907, under number 17,231; the purchaser shall benefit equally from the advantages derived from this deed relatively to said lots 459-5 and 492-7, shall draw the rent of the lease for these two lots and the price of the sale if it takes place.

31. All the ownership and other rights whatsoever belonging to the estate of the late T. Eug. Savard, on :

The lots numbers three hundred and forty two-one (342-1), three hundred and forty two-five (342-5), three hundred and fifty-four (350-4), four hundred and twenty four-four (424-4), four hundred and twenty eight-one (428-1), four hundred and twenty five-one (425-1), three hundred and fifty-eight (350-8), four hundred and twenty four-seven (424-7), four hundred and twenty-one (420-1), four hundred and twenty-two (420-2), four hundred and nineteen-one (419-1), four hundred and fifteen-two (415-2), three hundred and fifty six-one (356-1), four hundred and eight-one (408-1), four hundred and forty three-one (443-1), four hundred and thirty nine-four (439-4), four hundred and ninety five-six (495-6), four hundred and thirty nine-one (439-1), four hundred and forty eight-one (448-1), four hundred and fifty three-one (453-1), four hundred and ninety three-eleven (493-11), four hundred and ninety five-five (495-5), four hundred and ninety four-thirteen (494-13), four hundred and fifty nine-one (459-1), four hundred and ninety two-eight (492-8), four hundred and ninety seven-one (497-1), five hundred-five (500-5), and four hundred and ninety nine-three (499-3).

All these lots are intended for roads or lanes for the accommodation of the proprietors bordering on same; and the purchaser cannot change the way thereof, and will be obliged to grant the rights presently sold, to the town of Chicoutimi, when this corporation shall desire to have title and take possession of these roads and lanes.

32° Une lisière de terrain de douze pieds de largeur par cent dix pieds et quatre pouces de profondeur, formant partie des lots numéros quatre cent quinze et quatre cent seize (415 et 416) au même cadastre officiel; et borné comme suit: en front, au sud, à la rue Price, vers l'ouest au No 416-1, 416-2 et 415-1, du même cadastre, au nord au terrain de Edmond Claveau, et à l'est au lot No. 411—avec dépendances; la possession de cette lisière de terrain est réservée à perpétuité à Willie Levesque, Elzéar et Joseph Levesque, navigateurs, de Chicoutimi, qui ont acquis verbalement ce terrain à titre d'échange de feu T. Eug. Savard et autres.

33° Un terrain mesurant trente-neuf pieds et six pouces de largeur par quatre-vingt-quinze pieds de profondeur, formé des lots numéros quatre cent trente-huit-un (438-1), quatre cent trente-neuf-huit (439-8), quatre cent quarante-un (440-1), et quatre cent quarante-trois-deux (443-2)—avec bâtisses et dépendances. La vente de ce terrain est faite avec l'obligation par l'adjudicataire de céder à demande cette propriété, mais sans garantie, à MM. David Jean et Adélaïde Jean, journaliers, de Chicoutimi, qui en sont actuellement en possession, et de leur en donner titre à ses frais, avec obligation par ces derniers de payer au cédant, sous réserve de l'hypothèque spéciale, la somme de deux cents piastres, à raison de cinquante piastres par année, le premier novembre de chacune des années mil neuf cent neuf et suivantes, pendant quatre années consécutives, avec intérêt au taux de six pour cent par an, à compter du premier novembre mil neuf cent huit, cet intérêt payable à l'échéance de chaque terme.

Pour être vendus au bureau du shérif soussigné, au palais de justice, en la ville de Chicoutimi, à DIX heures de l'avant-midi, chacun des trois jours qui suivent: les onze premiers numéros annoncés, le VINGT-CINQUIÈME jour de JANVIER prochain; les onze numéros suivants annoncés, le VINGT-SIXIÈME jour de JANVIER prochain, et les onze derniers numéros annoncés, le VINGT-SEPTIÈME jour de JANVIER prochain (1909).

O. BOSSE,

Bureau du shérif, Chicoutimi, 10 décembre 1908. [Première publication, 19 décembre 1908.]

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.—Chicoutimi.

Chicoutimi, à savoir: } DAVID NERON, marchand, de la ville de Roberval, y faisant affaires sous la raison sociale de "Les Quatre Saisons", Demandeur; vs ELZÉAR DALLAIRE, de la ville de Chicoutimi, imprimeur, Défendeur.

1° Le lot de terre No 1, de la première division du lot No 283, du cadastre officiel de la ville de Chicoutimi—avec dépendances, et aussi le droit acquis au dit Elzéar Dallaire et ses représentants, de se servir à perpétuité d'une rue de trente six pieds de largeur passant à l'est de ce terrain pour la facilité de communiquer à la rue Racine et à la rue Cartier.

2° Les lots Nos 872-3 et 873-10, du cadastre officiel de la ville de Chicoutimi—avec dépendances.

3° Les lots Nos 872-7 et 873-6, du cadastre officiel de la ville de Chicoutimi—avec dépendances.

Pour être vendus au bureau du shérif soussigné, au palais de justice, en la ville de Chicoutimi, à DIX heures de l'avant-midi, le VINGT-NEUF de DÉCEMBRE prochain.

O. BOSSE,

Bureau du Shérif, Chicoutimi, 23 novembre 1908. [Première publication, 28 novembre 1908.]

32. A strip of land twelve feet wide by one hundred and ten feet four inches in depth, forming part of lots numbers four hundred and fifteen and four hundred and sixteen (415 and 416) of the same official cadastre, and bounded as follows: in front, on the south, by Price street, on the west by Nos. 416-1, 416-2 and 415-1 of the same cadastre, on the north by the land of Edmond Claveau, and on the east by lot No. 411—with dependencies; the possession of this strip of land is reserved in perpetuity to Willie Levesque, Elzéar Levesque and Joseph Levesque, navigators, of Chicoutimi, who verbally acquired this lot by right of exchange from the late T. Eug. Savard and others.

33. A lot measuring thirty nine feet six inches wide by ninety five feet in depth, formed of lots numbers four hundred and thirty eighth-one (438-1), four hundred and thirty nine-eight (439 8), four hundred and forty-one (440 1) and four hundred and forty three-two (443-2)—with buildings and dependencies. The sale of this lot is made with the obligation by the purchaser to grant on demand this property, but without guarantee, to Messrs David Jean and Adélaïde Jean, laborers, of Chicoutimi, who are actually in possession thereof, and to give them title of same at his costs, with obligation by the latter, to pay the grantor, under reserve of the special mortgage, the sum of two hundred dollars, by the payment of fifty dollars the first of November each year nineteen hundred and nine and following, for four consecutive years, with interest at the rate of six per cent per annum, from the first of November one thousand nine hundred and eight, the interest to be payable on the expiration of each term.

To be sold at the sheriffs' office, in court house, in the town of Chicoutimi, at TEN o'clock in the forenoon, each of the three following days the eleven first numbers named, the TWENTY FIFTH day of JANUARY next, the eleven following numbers named, the TWENTY SIXTH day of JANUARY next, and the eleven last numbers named, the TWENTY SEVENTH day of JANUARY next (1909).

O. BOSSE,

Sheriffs office, Chicoutimi, 10th December 1908. [First published, 19th December, 1908.]

FIERI FACIAS.

Superior Court.—Chicoutimi.

Chicoutimi, to wit: } DAVID NERON, merchant, No. 2361. } of the town of Roberval, and there doing business under the firm name of "Les Quatre Saisons", Plaintiff; vs ELZÉAR DALLAIRE, of the town of Chicoutimi, printer, Defendant.

1. The lot of land No. 1, of the first division of lot No. 283, of the official cadastre of the town of Chicoutimi—with dependencies, and also the acquired right of Elzéar Dallaire and his representatives to use in perpetuity a street thirty six feet in width to the east of this land for the facility of communication with Racine and Cartier streets.

2. The lots Nos. 872-3 and 873-10, of the official cadastre of the town of Chicoutimi—with dependencies.

3. The lots Nos. 872-7 and 873-6, of the official cadastre of the town of Chicoutimi—with dependencies.

To be sold at the office of the undersigned sheriff, at the court house, in the town of Chicoutimi, at TEN o'clock in the forenoon, on the TWENTY NINTH of DECEMBER next.

O. BOSSE,

Sheriff's Office, Chicoutimi, 23rd November, 1908. [First published, 28th November, 1908.]

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Joliette.

Joliette, à savoir : } **JOSEPH THEODORE PARADIS**, Demandeur ; contre **JOSEPH VENNE**, Défendeur.

Un lot ou lopin de terre sis et situé en la paroisse de Saint-Patrick de Rawdon, de la contenance de quatre-vingts pieds de large sur la rue Queen, et quatre-vingts pieds sur la rue Sainte-Marie, par la profondeur qu'y peut s'y trouver jusqu'à la rue Saint-Joseph, faisant partie des lots numéros dix-sept B et dix-sept D, du sixième rang du canton de Rawdon, d'après les plan et livre de renvoi officiels du cadastre de partie du dit canton ; borné comme suit : au sud-ouest par la rue Queen, au nord-est par la rue Sainte-Marie, au nord-ouest par la rue Saint-Joseph, et au sud est par Hermine Jobin ou représentants—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Patrick de Rawdon, le **VINGTIÈME** jour de **JANVIER** prochain, 1909, à **DIX** heures de l'avant-midi.

A. M. RIVARD,

Bureau du Shérif, Shérif.
Joliette, 14 décembre 1908. 4559
[Première publication, 19 décembre 1908.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Joliette.

Joliette, à savoir : } **JOSEPH PIERRE LA PORTE**, Demandeur ; contre **GASPARD BEAUDRY**, Défendeur.

1° Les lots connus et désignés comme étant les numéros trois cent vingt-quatre et trois cent vingt-cinq (324 et 325), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Sainte-Mélanie.

2° Le lot connu et désigné comme étant le numéro vingt-deux (22), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Sainte-Beatrix.

Pour être vendus à la porte de l'église, savoir : à Sainte-Mélanie, le **VINGT-CINQUIÈME** jour de **JANVIER** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi, le numéro 1 et le numéro 2, à Sainte-Beatrix, le **VINGT-SIXIÈME** jour de **JANVIER** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

A. M. RIVARD,

Bureau du Shérif, Shérif.
Joliette, 15 décembre, 1908. 4571
[Première publication, 19 décembre 1908.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Joliette.

Joliette, à savoir : } **ACHILLE LAPORTE**, Demandeur ; vs **EDOUARD LEPINE**, Défendeur.

Une terre située en la paroisse de Saint-Norbert, connue et désignée sous les numéros cent quatre-vingt-dix, cent quatre-vingt-onze, cent quatre-vingt-douze et cent quatre-vingt-treize (190, 191, 192 et 193), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse de Saint-Norbert—avec bâtisses y érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Norbert, le **VINGT-NEUVIÈME** jour de **DECEMBRE** prochain, à **UNE** heure de l'après-midi.

A. M. RIVARD,

Bureau du Shérif, Shérif.
Joliette, 23 novembre 1908. 4247.2
[Première publication, 28 novembre 1908.]

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Joliette.

Joliette, to wit : } **JOSEPH THEODORE PARADIS**, Plaintiff ; against **JOSEPH VENNE**, Defendant.

A lot or piece of land lying and situate in the parish of Saint Patrick of Rawdon, containing eighty feet in width on Queen street, and eighty feet on Saint Mary street, by the depth there may be to Saint Joseph street, forming part of lots numbers seventeen B and seventeen D, of the sixth range of the township of Rawdon, according to the official plan and book of reference of the cadastre of part of said township ; bounded as follows : to the south west by Queen street, to the north east by Saint Mary street, to the north west by Saint Joseph street, and to the south east by Hermine Jobin or representatives—with the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Patrick of Rawdon, on the **TWENTIETH** day of **JANUARY** next, 1909, at **TEN** o'clock in the forenoon.

A. M. RIVARD,

Sheriff's Office, Sheriff.
Joliette, 14th December, 1908. 4560
[First published, 19th December, 1908.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Joliette.

Joliette, to wit : } **JOSEPH PIERRE LAPORTE**, Plaintiff ; against **GASPARD BEAUDRY**, Defendant.

1. The lots known and described as numbers three hundred and twenty four and three hundred and twenty five (324 and 325), on the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of Sainte Melanie.

2. The lot known and described as number twenty two (22), on the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of Sainte Beatrix.

To be sold at the church door, to wit : at Saint Melanie, the **TWENTY FIFTH** day of **JANUARY** next, at **TEN** o'clock in the forenoon, number 1 and number 2, at Saint Beatrix, the **TWENTY SIXTH** day of **JANUARY** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

A. M. RIVARD,

Sheriff's office, Sheriff.
Joliette, 15th December, 1908. 4572
[First published, 19th December, 1908.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Joliette.

Joliette, to wit : } **ACHILLE LAPORTE**, Plaintiff ; vs **EDOUARD LEPINE**, Defendant.

A land situate in the parish of Saint Norbert, known and described as lots one hundred and ninety, one hundred and ninety one, one hundred and ninety two and one hundred and ninety three (190, 191, 192 and 193), on the official plan and book of reference of the cadastre of the said parish of Saint Norbert—with buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Norbert, on the **TWENTY NINTH** day of **DECEMBER** next, at **ONE** o'clock in the afternoon.

A. M. RIVARD,

Sheriff's Office, Sheriff.
Joliette, 23rd November, 1908. 4248
[First published, 28th November, 1908.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit, dans et pour le comté de Montcalm.
 Joliette, à savoir : } **WILLIAM DALY**, Deman-
 No 360. } deur; contre **HENRY**
SMITH, Défendeur.

Un lot de terre numéro onze (No 11), du dixième rang du canton de Rawdon, d'après les plan et livre de renvoi officiels du cadastre de partie du dit canton—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Patrick de Rawdon, le TRENTE-UNIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

A. M. RIVARD, Shérif.
 Bureau du Shérif, Shérif.
 Joliette, 23 novembre 1908. 4249.2
 [Première publication, 28 novembre 1908.]

Ventes par le Shérif—Montmagny

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montmagny.
 Montmagny, à savoir : } **FLAVIEN CHOUINARD**,
 No 353. } NARD, de Saint-
Pamphile, Défendeur; contre **JOSEPH MORIN**,
 cultivateur, de Sainte-Louise, Demandeur.

1° Une terre située au quatrième rang de la seigneurie Grand Anse de Saint-Roch-des-Aulnaies, sur la profondeur qu'il peut y avoir; bornée au nord au troisième rang, au sud, au reste, étant les numéros trois cent quarante quatre, trois quarante cinq (344-345) du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Louise, dans le comté de L'Islet, à charge de payer sur les dits lots à la donatrice, Dame Adéline Jalbert, épouse de Théodore Joncas, la somme de cinq piastres par année et à ses funérailles, à distraire sur le dit lot un emplacement et bâtisses tel que enclos appartenant à Willey Morin.

2° Un emplacement située au susdit quatrième rang, étant le numéro trois cent cinquante trois (353), du cadastre officiel de la susdite paroisse de Sainte-Louise.

3° Un terrain situé au susdit quatrième rang, ayant un arpent de front sur quatre arpents environ de profondeur; borné au nord au troisième rang, au sud à Théontheine Ouellet, au nord-est à Magloire Picard, au sud-ouest à Désiré Joncas, étant une partie du numéro trois cent quarante-trois (343) du cadastre officiel de la susdite paroisse de Sainte-Louise—le tout avec les bâtisses dessus construites et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Louise, le TRENTIEME jour de DECEMBRE prochain 1908, à ONZE heures du matin.

GEO. ROY, Shérif.
 Bureau du Shérif, Shérif.
 Montmagny, 25 novembre 1908. 4305.2
 [Première publication, 28 novembre 1908.]

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court, in and for the county of Montcalm.
 Joliette, to wit : } **WILLIAM DALY**, Plaintiff;
 No. 360. } against **HENRY SMITH**,
 Defendant.

A lot of land number eleven (No. 11) in the tenth range of the township of Rawdon, on the official plan and book of reference of the cadastre of part of said township—with the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Patrick de Rawdon, on the THIRTY FIRST day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

A. M. RIVARD, Sheriff.
 Sheriff's Office, Sheriff.
 Joliette, 23rd November, 1908. 4250
 [First published, 28th November, 1908.]

Sheriff's Sales—Montmagny

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montmagny.
 Montmagny, to wit : } **FLAVIEN CHOUINARD**,
 No. 353. } of Saint Pamphile, the
 Defendant; against **JOSEPH MORIN**, farmer, of
 Sainte Louise, Plaintiff.

1. A land situate in the fourth range of the Seigniorie "Grand Anse de Saint-Roch des Aulnaies", by the depth there may be; bounded on the north by the third range, on the south by the remainder, being the numbers three hundred and forty four, three hundred and forty five (344-345), of the official cadastre of the parish of Saint Louise, in the county of L'Islet, subject to pay on said lots to the donor, Dame Adeline Jalbert, wife of Theodore Joncas, the sum of five dollars each year and on her funerals, to reserve on the said lot an emplacement and buildings as enclosed belonging to Willey Morin.

2. An emplacement situate in said fourth range, being number three hundred and fifty three (353), of the official cadastre of the said parish of Sainte Louise.

3. A land situate in the said fourth range having one arpent frontage by about four arpents in depth; bounded on the north by the third range, on the south by Theontheine Ouellet, on the north east by Magloire Picard, on the south west by Désiré Joncas, being a part of number three hundred and forty three of the official cadastre of the said parish of Sainte Louise—the whole with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Louise, the THIRTIETH day of DECEMBER next, 1908, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

GEO. ROY, Sheriff.
 Sheriff's Office, Sheriff.
 Montmagny, 25th of November, 1908. 4306
 [First published, 28th November, 1908.]

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **JOSEPH NATHAN LEEB-
No 2099. } EEBVRE**, plombier, des
cité et district de Montréal, Demandeur ; contre les
terres et tenements de **JAMES BIRCHENOUGH**,
du même lieu, Défendeur.

Un lot de terre situé dans la ville Saint-Louis,
comté Hochelaga, district de Montréal—avec bâ-
tisses y érigées ; borné en front par la rue Saint-
Zotique, connu et désigné sur le plan et au livre de
renvoi officiels du vil age incorporé de la Côte Saint
Louis, sous le numéro mille sept cent dix-sept
(1717), de la subdivision du lot numéro primitif dix
(10)—avec circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de
Montréal, le **VINGT-UNIEME** jour de **JANVIER**
prochain (1909), à **ONZE** heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 15 décembre 1908. 4615
[Première publication, 19 décembre 1908.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **LA CITE DE WEST-
No 3085. } MOUNT**, corps munici-
pal et incorporé, ayant son principal bureau dans
la cité de Westmount, district de Montréal, Deman-
deresse ; vs les terres et tenements **DES HERI-
TIERS** de feu Louis Beauchamp, en son vivant du
même lieu, Défendeurs.

Un emplacement—avec maison en brique et dé-
pendances, situé sur le côté sud du chemin de la
Côte Saint-Antoine, dans la cité de Westmount,
comté d'Hochelaga, district de Montréal, et connu
et désigné comme étant la subdivision numéro trois
(No. 3), du lot numéro deux cent huit (No 208), des
plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de
Montréal.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de
Montréal, le **TRENTE-UNIEME** jour de **DE-
CEMBRE** prochain, à **ONZE** heures de l'avant-
midi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 25 novembre 1908. 4307.2
[Première publication, 28 novembre 1908.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **LES COMMISSAIRES
No 2395. } D'ECOLLES POUR
LA MUNICIPALITE DU VILLAGE DE VIL-
LERAY**, dans le district de Montréal, Demandeurs ;
contre les terres et tenements de **JOSEPH LA-
MARCHE DIT DUFOUR**, plombier, des cité et
district de Montréal, Défendeur.

1° Un lot de terre situé dans la cité de Montréal,
district de Montréal, connu sur le plan de subdivi-
sion du lot officiel numéro quatre cent quatre-vingt-
neuf, des plan et livre de renvoi officiels de la pa-
roisse du Sault-au-Recollet, comme subdivision
numéro quinze (489-15), le dit lot faisant front sur
la rue Labelle.

2° Un lot de terre situé au même lieu, connu sur
le dit plan de subdivision comme subdivision
numéro seize (489-16), le dit lot faisant front sur la
susdite rue Labelle.

Pour être vendus dans mon bureau, dans la cité
de Montréal, le **TRENTE-UNIEME** jour de **DE-
CEMBRE** prochain, à **TROIS** heures de l'après-
midi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 25 novembre 1908. 4311.2
[Première publication, 28 novembre 1908.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court.—District of Montreal.*

Montréal, to wit : } **JOSEPH NATHAN LEE-
No. 2099. } FEBVRE**, plumber, of the
city and district of Montreal, Plaintiff ; against the
lands and tenements of **JAMES BIRCHENOUGH**,
of the same place, Defendant.

A lot of land situate in the town of Saint Louis,
county of Hochelaga, district of Montreal—with
buildings thereon erected ; bounded in front by
Saint Zotique street, known and described on the
official plan and book of reference of the incorpor-
ated village of Côte Saint Louis, under number
seven hundred and seventeen (1717), of the subdivi-
sion of the lot primitive number (10)—with cir-
cumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
the **TWENTY FIRST** day of **JANUARY** next,
(1909), at **ELEVEN** o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 15th December, 1908. 4616
[First published, 19th December, 1908.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court.—District of Montreal.*

Montréal, to wit : } **THE CITY OF WEST-
No. 3085. } MOUNT**, a body municipal
and corporate, having its principal office in the city
of Westmount, district of Montreal, Plaintiff ; vs
the lands and tenements of **THE HEIRS** of the
late Louis Beauchamp, in his lifetime of the same
place, Defendants.

An emplacement—with a brick house and de-
pendencies, situate on the south side of the Côte
Saint Antoine road, in the city of Westmount,
county of Hochelaga, district of Montreal, known
and described as subdivision number three (No. 3),
of lot number two hundred and eight (No. 208), on
the official plan and book of reference of the parish
of Montreal.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
the **THIRTY FIRST** day of **DECEMBER** next, at
ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 25th November, 1908. 4308
[First published, 28th November, 1908.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Superior Court.—District of Montreal.*

Montréal, to wit : } **THE SCHOOL COMMIS-
No. 2395. } SIONERS FOR THE
MUNICIPALITY OF THE VILLAGE OF VIL-
LERAY**, in the district of Montreal, Plaintiffs ;
against the lands and tenements of **JOSEPH
LAMARCHE DIT DUFOUR**, plumber, of the city
and district of Montreal, Defendant.

1. A lot of land situate in the city of Montreal,
district of Montreal, known on the subdivision plan
of lot official number four hundred and eighty nine,
of the official plan and book of reference of the
parish of Sault-au-Recollet, as subdivision number
fifteen (489-15), said lot fronting on Labelle street.

2. A lot of land situate at the same place,
known on the said subdivision plan, as subdivision
number sixteen (489-16), said lot fronting on La-
belle street aforesaid.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
on the **THIRTY FIRST** day of **December** next,
THREE o'clock, in the afternoon.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office, Sheri-
Montreal, 25th November, 1908. 4312
[First published, 28th November, 1908.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

 Montréal, à savoir : } **HENRI ST. MARS ET**
 No 1695. } **ARTHUR ALCIDE**
CHEARRIER, tous deux de la cité et du district de Montréal, banquiers, et comme tels faisant affaires ensemble et en société à Montréal susdit, sous le nom de "St. Mars & Cherrier" Demandeurs ; contre les terres et tenements de J.-A. Labelle, du même lieu, Défendeur.

Un emplacement sis et situé dans le quartier Saint-Jean-Baptiste, en la cité de Montréal, comme étant la partie centrale des numéros douze cent vingt-quatre (1224), douze cent vingt-cinq (1225), douze cent vingt-six (1226), douze cent vingt-sept (1227) et douze cent vingt-huit (1228), de la subdivision du lot officiel connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiel du village incorporé de Saint-Jean-Baptiste, dans le comté d'Hochelaga, sous le numéro quinze (15) ; mesurant la dite partie des dits lots dix-sept pieds et trois pouces de front sur la rue Rachel, dix-huit pieds et dix pouces en arrière, par quatre-vingt-dix-huit pieds et six pouces de profondeur dans la ligne sud-ouest, et quatre-vingt-neuf pieds et deux pouces de profondeur dans la ligne nord-est, le tout plus ou moins, mesure anglaise ; borné en front par la rue Rachel, en arrière par le lot douze cent vingt-trois (1223), de la dite subdivision numéro quinze, d'un côté au nord-est par la partie nord-est des dits lots 1224, 1225, 1226, 1227 et 1228, de la dite subdivision numéro quinze, et de l'autre côté au sud-ouest par la partie sud-ouest des mêmes lots—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances et droit de passage en arrière dans la ruelle du dit lot douze cent vingt-quatre (1224), de la dite subdivision numéro quinze (15) et dans celle qui communique de cette dernière à la rue Rachel.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-UNIÈME jour de JANVIER prochain (1909), à DIX heures de l'avant-midi

J. R. THIBEAUDEAU,

 Bureau du Shérif, Shérif.
 Montréal, 16 décembre 1908. 4617
 [Première publication, 19 décembre 1908.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.

 Montréal, à savoir : } **RAOUL O. BRODEUR,**
 No 120. } **R**épiciier et marchand de

vins et liqueurs, des cité et district de Saint-Hyacinthe, Demandeur ; contre les terres et tenements de ANTOINE J. LECLAIR, du même lieu, Défendeur.

Ces deux lots de terre sis et situés dans le quartier Hochelaga, de la cité de Montréal, district de Montréal, connus et désignés comme subdivision lots numéros mille quatrevingt-sept et mille quatre-vingt-huit, sur le plan de subdivision du lot officiel numéro vingt-neuf, des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, les dits lots de subdivision faisant front sur la rue Aylwin—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendus dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le TRENTE-UNIÈME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. R. THIBEAUDEAU,

 Bureau du Shérif, Shérif.
 Montréal, 25 novembre 1908. 4309.2
 [Première publication, 28 novembre, 1908.]

Ventes par le Shérif—Ottawa

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

 Montreal, to wit : } **HENRI ST. MARS AND**
 No. 1695. } **ARTHUR ALCIDE**
CHEARRIER, both of the city and district of Montreal, bankers, and as such doing business together and in partnership at Montreal aforesaid, under the firm name of "St. Mars & Cherrier," Plaintiffs; against the lands and tenements of J. A. LABELLE, of the same place, Defendant.

A lot lying and situate in Saint Jean Baptiste ward, in the city of Montreal, known as the central part of numbers twelve hundred and twenty four (1224), twelve hundred and twenty five (1225), twelve hundred and twenty six (1226), twelve hundred and twenty seven (1227) and twelve hundred and twenty eight (1228), of the subdivision of official lot known and described on the official plan and book of reference of the incorporated village of Saint Jean Baptiste, in the county of Hochelaga, as number fifteen (15); the said part of said lots measuring, seventeen feet three inches in front on Rachel street, eighteen feet ten inches in the rear, by ninety eight feet six inches in depth, in the south west line, and eighty nine feet two inches in depth in the north east line, the whole more or less, english measure; bounded in front by Rachel street, in the rear by lot twelve hundred and twenty three (1223), of the said subdivision number fifteen, on one side on the north east by the north east part of said lots 1224, 1225, 1226, 1227 and 1228, of the said subdivision number fifteen, and on the other side on the south west by the south west part of the same lots—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies and right of passage in rear in the lane of said lot twelve hundred and twenty four (1224), of the said subdivision number fifteen (15), and in the one communicating from this latter with Rachel street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the TWENTY FIRST day of JANUARY next (1909), at TEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBEAUDEAU,

 Sheriff's Office, Sheriff.
 Montreal, 16th December, 1908. 4618
 [First published, 19th December, 1908.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Superior Court.—District of Saint-Hyacinthe.

 Montreal, to wit : } **RAOUL O. BRODEUR,**
 No. 120. } **R**egrocer and wine and li-

quor merchant, of the city and district of Saint-Hyacinthe, Plaintiff; against the lands and tenements of ANTOINE J. LECLAIR, of the same place, Defendant.

Those two lots of land lying and being in the Hochelaga ward, of the city of Montreal, district of Montreal, and known and distinguished as subdivision lots numbers one thousand and eighty seven and one thousand and eighty eight upon the subdivision plan of official lot number twenty nine, upon the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga, said subdivision lots fronting upon Aylwin street—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTY FIRST day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBEAUDEAU,

 Sheriff's Office, Sheriff.
 Montreal, 25th November, 1908. 4310
 [First published, 28th November, 1908.]

Sheriff's Sales—Ottawa

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Ottawa.

Ottawa, à savoir : { **G** **GEORGE LEBEL**, Deman-
No 2162. } **D** **deur ; contre ALEXAN-**
DER McCLELLAND, Défendeur, à savoir :

1° Lot numéro huit B (8 B), du 15e rang du canton de Hull, dans le district d'Ottawa, contenant 100 acres en superficie, plus ou moins—avec les bâtisses sus-érigées.

2° Tout ce morceau de terre étant composé du lot treize B (13 B), dans le 14e rang du dit canton de Hull, contenant 100 acres en superficie, plus ou moins.

3° Lot douze B (12 B), dans le dit 14e rang du dit canton de Hull, contenant 100 acres en superficie, plus ou moins—avec une maison, grange, étables et autres bâtisses sus-érigées.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement, dans la cité de Hull, le **VINGT-NEUVIEME** jour de **DECEMBRE** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

C. M. WRIGHT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Hull, 25 novembre 1908. 4291.2
[Première publication, 28 novembre 1908.]

Ventes par le Shérif—Québec

A **VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : { **D** **ANS** une cause où **MARIE-**
No 2238. } **CHRISTINE GUE-**
NETTE était demanderesse, et **FRANCOIS-**
XAVIER ROUSSEAU était défendeur ; et **Charles**
DARVEAU et **Charles-Valère Darveau** étaient procureurs distrayants, les dits procureurs distrayants contre la dite demanderesse ou ses héritiers ou ayants cause, à savoir :

1° Le lot No 322 (trois cent vingt-deux), du cadastre officiel pour le quartier Notre-Dame, de la ville de Lévis, étant un emplacement situé sur la rue Eden—circonstances et dépendances.

2° Le lot No 299 (deux cent quatre-vingt-dix-neuf), du cadastre officiel pour le quartier Notre-Dame, de la ville de Lévis, étant un emplacement situé sur la rue Guénette—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame de la Victoire, comté de Lévis, le **HUITIEME** jour de **JANVIER** prochain, à **DIX** heures du matin.

CHS. LANGELIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 3 décembre 1908. 4379.2
[Première publication, 5 décembre 1908.]

Ventes par le Shérif—St-François

A **VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que plus bas mentionné.

MANDAT DE CURATEUR.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir : { **D** **ANS** l'affaire de
No 31. } **ALEXANDER**
GALT LOMAS, failli, et **JOHN J. GRIFFITH**,
curateur.

Conformément à l'article 879 du code de procédure civile de la province de Québec :

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Ottawa.

Ottawa, to wit : { **G** **GEORGE LEBEL** Plaintiff;
No. 2162. } **A** **gainst ALEXANDER**
McCLELLAND, Defendant, to wit :

1. Lot number eight B (8 B), of the 15th range of the township of Hull, in the district of Ottawa, containing 100 acres in superficies, more or less—with the buildings thereon erected.

2. All that piece of land being composed of the lot thirteen B (13 B), in the 14th range of the said township of Hull, containing 100 acres in superficies, more or less.

3. The lot twelve B (12 B), in the said 14th range of the said township of Hull, containing 100 acres in superficies, more or less—with a house, farm, stables and other buildings thereon erected.

To be sold at the registry office, in the city of Hull, on the **TWENTY NINTH** day of **DECEMBER** next, at **TEN** of the clock in the forenoon.

C. M. WRIGHT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Hull, 25th November, 1908. 4292
[First published, 28th November, 1908.]

Sheriff's Sales—Quebec

P **UBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : { **I** **N** a cause in which **MARIE**
No. 2238. } **CHRISTINE GUNETTE**
was Plaintiff, and **FRANCOIS-XAVIER ROUS-**
SEAU was Defendant, and **Charles Darveau** and **Charles-Valère Darveau** were attorneys distracting, the said attorneys distracting against the said Plaintiff or the heirs or those having claims to wit :

1. The lot No. 322 (three-hundred and twenty-two) of the official cadastra for Notre-Dame ward, of the town of Lévis, being a lot situate on Eden Street—circumstances and dependencies.

2. The lot No. 299 (two hundred and ninety-nine), of the official cadastra, for Notre-Dame ward, of the town of Lévis, being a lot situate on Guenette street—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Notre-Dame de la Victoire, county of Lévis, the **EIGHTH** day of **JANUARY** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER,

Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec the 3rd of December, 1908. 4380
[First published 5th December, 1908.]

Sheriff's Sales—St. Francis

P **UBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

CURATOR'S WARRANT.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit : { **I** **N** RE **ALEXANDER**
No. 31. } **GALT LOMAS**, insolvent,
and **JOHN J. GRIFFITH**, curator.

In conformity with article 879 of the code of civil procedure of the province of Québec :

Les lots de terre numéros quinze et seize (15 et 16), sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi pour le quartier centre de la cité de Sherbrooke—ensemble avec le moulin de lainages, manufacture, machines, matériel, et appartenances, ensemble avec les droits et privilèges d'eau mentionnés et décrits au long dans un acte d'accord fait et passé entre "The British American Land Company" et feu Adam Lomas, en date du 24 juin 1871, enregistré dans le bureau d'enregistrement de la division de Sherbrooke, dans le registre B, volume 24, numéro 273, page 439, les dits droits d'eau étant décrits comme étant suffisants pour conduire, mener et mettre en mouvement un moulin à lainages à six services, à savoir : six services de machines considérés équivalant à la force de soixante chevaux ou environ, la vente des dits droits et privilèges d'eau sujette aux termes et conditions et obligations mentionnés dans le dit acte d'accord, et aussi une certaine bâtisse érigée en partie sur le dit lot de cadastre numéro quinze et en partie sur le lot de cadastre numéro neuf, dans le dit quartier centre, ensemble avec les machines et sujette au paiement d'une rente annuelle de \$10.00 au propriétaire du dit lot numéro neuf, aussi longtemps que la dite bâtisse sera en partie sur le dit lot. Toute la susdite propriété sera vendue en un seul lot, et aussi le lot de terre numéro quatorze (14), sur le dit plan du cadastre officiel et au livre de renvoi du dit quartier centre de la dite cité de Sherbrooke, le dit lot devant être vendu séparément de l'autre propriété.

Tous les dits lots et bâtisses situés sur une ruelle conduisant dans une direction ouest de la rue Belvédère jusqu'aux dits lots de terre.

Pour être vendus dans mon bureau, dans la cité de Sherbrooke, le VINGT-UNIÈME jour de JANVIER prochain, 1909, à DIX heures de l'avant-midi

HENRY AYLNER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sherbrooke, 14 décembre 1908. 4561
[Première publication, 19 décembre 1908.]

The lots of land numbers fifteen and sixteen (15 and 16), upon the official cadastral plan and book of reference for the centre ward of the city of Sherbrooke— together with the woolen mill, factory, machinery plant and appurtenances thereon and thereto appertaining, together with the water rights and privileges fully set forth and described in a deed of agreement made and entered into by and between the British American Land Company and the late Adam Lomas, dated the 24th June, 1871, registered in the Sherbrooke division, registry office in register B, volume 24, number 273, page 439, said water rights being described as being sufficient to drive, carry and propel a six sets woolen mill, that is to say : six sets of machinery, considered equivalent to sixty horse power or thereabouts, subject the sale of said water rights and privileges to the terms and conditions and obligations contained in the said deed of agreement, and also a certain building erected partially on said cadastral lot number fifteen and partially on cadastral lot number nine, in said centre ward, together with the machinery therein and subject to the payment of an annual rental of \$10.00 to the owner of said lot number nine, so long as said building rests partially on said lot. The whole of the above mentioned property to be sold *en bloc*, and also the lot of land number fourteen (14), on the said official cadastral plan and book of reference for the said centre ward of the said city of Sherbrooke, such lot to be sold separately from the other property.

All of the said lots and buildings situate on a lane leading in a westerly direction from Belvédère street to the said lots of land.

To be sold at my office, in the city of Sherbrooke, on the TWENTY FIRST day of JANUARY next, 1909, at TEN o'clock in the forenoon.

HENRY AYLNER,

Sheriff's Office, Shérif.
Sherbrooke, 14th December, 1908. 4562
[First published, 19th December, 1908.]

Ventes par le Shérif—St-Hyacinthe

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRIERS** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.— District de Saint-Hyacinthe.
Saint-Hyacinthe, à savoir : } MICHEL LETOUR-
No 125. } NEAU, Deman-
deur ; contre ALPHONSE BLANCHARD, PÈRE, Défendeur.

Un emplacement sis dans le quartier No 5, sur la rue Lafontaine, en la cité de Saint-Hyacinthe, connu et désigné comme étant le lot numéro cinq cent quatre-vingt-un (581), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Hyacinthe—avec les bâtisses y érigées ; à distraire de ce terrain une lisière de cinq pieds de large sur toute la largeur de ce terrain à son front, ayant servi à l'élargissement de la rue Lafontaine.

Pour être vendu au bureau du shérif, au palais de justice, en la cité de Saint-Hyacinthe, MARDI, le VINGT-NEUVIÈME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

JOS. L. CORMIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Hyacinthe, 24 novembre 1908. 4289.2
[Première publication, 23 novembre 1908.]

Sheriff's Sales—St. Hyacinth

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.— District of St. Hyacinth
St. Hyacinth, to wit : } MICHEL LETOUR-
No. 125.— } NEAU, Plaintiff ;
against ALPHONSE BLANCHARD, SENIOR, Defendant.

A lot of land lying and situate in ward No. 5, on Lafontaine street, in the city of Saint Hyacinth, known and described as being number five hundred and eighty one (581), of the official cadastre of the parish of Saint Hyacinth — with the buildings thereon erected ; to withdraw however of said lot a piece being five feet in width on the whole breadth of that lot of land, in front, for the widening of the said Lafontaine street.

To be sold at the sheriff's office, in the court House, in the city of Saint Hyacinth, on TUESDAY, the TWENTY NINTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. L. CORMIER,

Sheriff's Office, Shérif.
Saint Hyacinth, 24th November, 1908. 4290
[First published, 23th November, 1908.]

Ventes par le Shérif—Terrebonne

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Montréal. } PETER WILLIAM ARTHUR BURKET, Demandeur; vs THE CALUMET MINING & MILLING GRAPHITE CO., Défenderesse.

Un lot de terre autrefois connu comme étant la moitié sud du lot numéro seize (No 16), et maintenant connu comme étant le numéro seize A (No 16A) dans le troisième rang du township de Grenville, comté d'Argenteuil, district de Terrebonne, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du dit township de Grenville, maintenant connue comme partie du numéro officiel seize A (16 A), du dit township, et une partie du lot numéro seize (No 16), se trouvant au nord de la ligne du chemin de fer du Pacifique Canadien, dans le second rang du dit township de Grenville, et maintenant connue comme partie du numéro officiel seize A (No 16 A), du dit township; bornée au nord par le troisième rang et par le numéro quinze P (No 15 P), et à l'ouest par le numéro dix-sept A (No 17 A)—avec les bâtisses et dépendances ci-dessus érigées sur les dits lots et comprenant dans les bâtisses les machineries suivantes, savoir :

Quatre moteurs avec leurs connections, trois machines à rouler le graphite, un four à graphite, une pompe (Cameron), quatre séparateurs deux machines à polir, un compresseur à air et receveur, trois transformateurs électriques avec leurs connections, une bouilloire à vapeur y compris le système de chauffage, une machine à broyer la pierre, les courroies et les arbres de couche, etc., qui se trouvent dans les dites bâtisses.

A réserver sur le dit lot numéro seize A (16 A), le droit de la compagnie de Hawkesbury Electric Light & Power Co., de laisser leurs poteaux plantés sur les propriétés saisies et de plus le droit de passage pour faire les réparations du dit pouvoir électrique, aussi avec la réserve mentionnée dans l'acte de vente par J. K. Ward à The Calumet Mining & Milling Graphite Co., enfin la réserve mentionnée dans l'acte de vente par The Calumet Mining & Milling Graphite Co. à Georges E. Higginson, et enregistrée sous le numéro vingt-deux mille cent soixante-cinq (No 22165), en date du 1er octobre 1907.

Pour être vendus à la porte de l'église catholique du village de Grenville, district de Terrebonne, le VINGTIÈME jour de JANVIER prochain (1909), à MIDI.

LAPOINTE & PRÉVOST.

Bureau du Shérif, Shérif.
Sainte-Scholastique, 14 décembre 1908. 4545
[Première publication, 19 décembre 1908.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } FÉLIX LORANGER, Demandeur; contre ARTHUR LECLAIR ET AL, Défendeurs.

Comme appartenant au demandeur saisi, Félix Loranger, savoir :

Sheriff's Sales—Terrebonne

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

District of Montreal. } PETER WILLIAM ARTHUR BURKET, Plaintiff; vs THE CALUMET MINING & MILLING GRAPHITE CO., Defendant.

A lot of land formerly known as being the south half of lot number sixteen (No. 16), and now known as being number sixteen A (No. 16 A), in the third range of the township of Grenville, Argenteuil county, district of Terrebonne, known and described on the official plan and book of reference of the said township of Grenville, now known as part of the official number sixteen A (16 A), and a part of lot number sixteen (No. 16), being to the north of the Canadian Pacific Railway Line, in the second range of the said township of Grenville, and now known as part of the official number sixteen A (No. 16 A), of said township; bounded on the north by the third range and by number fifteen P (No. 15 P), and on the west by number seventeen A (No. 17 A)—with the buildings and dependencies thereon erected and including in the buildings the following machinery, to wit :

Four motors with their connections, three graphite rolling machines, a graphite-kiln, a pump (Cameron), four separators, two polishing machines, an air compressor and receiver, three electric transformers with their connections, a steam boiler including the heating system, a stone crushing machine, the belting and the timbers, etc., contained in the said building.

To reserve on the said lot number sixteen A (No. 16A), the right of the Hawkesbury Electric Light & Power Co., to leave their posts standing on the seized properties and moreover the right of way to make the repairs of said electric power, also with the reserve mentioned in the deed of sale by J. K. Ward to The Calumet Mining & Milling Graphite Co., finally the reserve mentioned in the act of sale by The Calumet Mining & Milling Graphite Co. to George E. Higginson, and registered under number twenty two thousand one hundred and sixty five (No. 22165), dated the 1st of October, 1907.

To be sold at the catholic church door of the village of Grenville, district of Terrebonne, the TWENTIETH day of JANUARY next (1909), at NOON.

LAPOINTE & PRÉVOST.

Sheriff's Office, Shérif.
Sainte Scholastique, 14th December, 1908. 4546
[First publish d, 19th December, 1908.]

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } FÉLIX LORANGER, Plaintiff; against ARTHUR LECLAIR ET AL, Defendants.

Seized as belonging to defendant Félix Loranger, to wit :

La moitié indivise de la coupe de bois sur un campeau de terre situé en la paroisse de Saint-Boniface de Shawinigan, dans le septième rang connu et désigné comme étant les lots numéros trois cent vingt et un (321), trois cent vingt-deux (322), trois cent vingt-trois (323) et trois cent vingt-quatre (324), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Saint-Maurice, pour la dite paroisse de Saint-Boniface de Shawinigan, en vertu d'un acte de donation par F. X. Loranger à Félix Loranger, en date du 9 octobre 1882, devant maître D. Maigret, N. P., et enregistré le 13 janvier 1883.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Boniface de Shawinigan, le TRENTIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 25 novembre 1908. 4293.2
[Première publication, 28 novembre 1908.]

The undivided half of the cut of wood on a piece of land situate in the parish of Saint Boniface de Shawinigan, in the seventh range, known and described as lots numbers three hundred and twenty one (321), three hundred and twenty two (322), three hundred and twenty three (323) and three hundred and twenty four (324), on the official plan and book of reference of the registration cadastre of the county of Saint Maurice, for the said parish of Saint Boniface de Shawinigan, in virtue of a deed of gift of F. X. Loranger to Félix Loranger, dated the 9th of October, 1882, before Maître D. Maigret, N. P., and registered the 13th of January, 1883.

To be sold at the church door of the parish of Saint Boniface de Shawinigan, the THIRTIETH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Three Rivers, 25th November, 1908. 4294
[First published, 28th November, 1908.]

Proclamations

Canada, }
Province de } C. A. P. PELLETIER.
Québec. }

[L. S.]
EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner.—SALUT.

PROCLAMATION.

ROBERT ROCHER, } ATTENDU qu'il
Assistant-Procureur-Général } Nous a été
suppléant. } démontré qu'il était
urgent de changer la date de la mise en vigueur de la "Loi 8, Ed. VII, c. 69, concernant les compagnies d'assurance et les sociétés de secours mutuels et charitables", laquelle avait été fixée au trentième jour de décembre courant, et de la fixer au dixième jour de février prochain 1909 :

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis du Conseil Exécutif de Notre province, Nous avons réglé et ordonné, et, par les présentes réglons et ordonnons que la "Loi 8 Ed. VII, c. 69, intitulée" : "Loi concernant les compagnies d'assurance, les sociétés de secours mutuels et les sociétés charitables, dans la province de Québec", entrera en vigueur le mercredi, dixième jour de février prochain 1909.

De ce qui précède Nos féaux sujets et tous ceux que les présentes peuvent concerner, sont par les présentes requis d'en prendre avis et d'agir en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR C. ALPHONSE PANTALEON PELLETIER, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Membre de Notre Conseil Privé pour le Canada, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce DIX-SEPTIEME jour de DECEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent huit, et dans la huitième année de Notre Règne.

Par ordre,
L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

Proclamations

Canada, }
Province of } C. A. P. PELLETIER.
Quebec. }

[L. S.]
EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.—GREETING.

PROCLAMATION.

ROBERT ROCHER, } W H E R E A S the
Acting Assistant Attorney } urgency has been
General. } made known to Us of
changing the date of the putting into force of "Act 8 Ed. VII, c. 69, respecting insurance companies, mutual benefit societies and charitable associations", which had been fixed for the thirtieth of December instant, and to fix it to the tenth day of February next, 1909 ;

THEREFORE, with the consent and advice of the Executive Council of Our province, we have ruled and ordered, and by these presents do rule and order that the "Act 8 Ed. VII, c. 69, entitled" "An Act respecting insurance companies, mutual benefit societies and charitable associations in the province of Québec", shall come into force, Wednesday the tenth day of February next, 1909.

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved, the Honourable SIR C. ALPHONSE PANTALEON PELLETIER, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Member of Our Privy Council for Canada, Lieutenant Governor of Our Province of Québec.

At Our Government House, in Our City of Québec, in Our said Province of Québec, this SEVENTEENTH day of DECEMBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and eight, and in the eighth year of Our Reign.

By command.
L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

Canada,
Province de
Québec.

C. A. P. PELLETIER.

[L. S.]

EDOUARD SEPT, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui les présentes verront ou qu'elles pourront concerner. — SALUT :

PROCLAMATION.

ROBERT ROCHER
Assistant-Procureur-Général
suppléant

A TTENDU qu'il Nous a été démontré qu'il était urgent de corriger, conformément à une résolution adoptée le 13 juin 1906, par le conseil de la deuxième division du comté de Rimouski, les limites et bornes originairement données à la municipalité de Saint-Benoit-Joseph-Labre :

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis du Conseil Exécutif de Notre province, Nous avons réglé et ordonné, et, par les présentes réglons et ordonnons que les limites et bornes territoriales de la municipalité de Saint-Benoit-Joseph-Labre, sont et seront les suivantes, savoir :

La municipalité de la paroisse de Saint-Benoit-Joseph-Labre, dans la seconde division municipale du comté de Rimouski, est formée de parties des cantons Nemtayé, Humqui et Lepage et d'une partie de la seigneurie du lac Matapédia. Occupant une étendue d'environ quatre-vingts (80) milles carrés en superficie, le périmètre du territoire compris dans les limites de cette municipalité est décrit comme suit, savoir :

Partant de l'extrémité sud-est de la grande ligne tirée, dans le canton Nemtayé, entre le lot (No 1) et le lot (a) ; de là, vers le nord-ouest, la dite grande ligne, dans les 6ème, 5ème, 4ème et 3ème rangs de ce canton ; de là, vers le nord-est, l'arrière ligne de ce 3ème rang, jusqu'à la ligne sud de la seigneurie du lac Matapédia, puis cette ligne, vers l'est et le sud-est, jusqu'à la limite sud-est de la paroisse de Saint-Pierre du Lac ; de là, vers le nord-est, cette dernière limite qui est en même temps la ligne ouest de chacun des lots Nos. 140 et 92, du cadastre officiel de la partie de la paroisse de Saint-Benoit-Joseph-Labre, comprise dans la seigneurie du lac Matapédia, lesquels lots correspondent tous deux au No 36, de la subdivision primitive dans chacun des 2ème et 3ème rangs ouest, jusqu'à l'arrière ligne du 1er rang ouest de la dite seigneurie, puis cette arrière ligne, vers le sud-est, jusqu'à la ligne ouest du lot No 90 du cadastre officiel, lequel lot correspond au No 33 de la subdivision primitive du dit 1er rang ouest ; de là, vers le nord-est, la dite ligne ouest et son prolongement jusqu'à la rive nord du lac Matapédia, puis, dans une direction générale sud-est, cette rive jusqu'à la ligne ouest du lot No 186 du cadastre officiel sus-mentionné ; de là, la ligne ouest de chacun des lots Nos 186, 187 et 217 du même cadastre, jusqu'à la limite nord de la seigneurie du lac Matapédia, puis vers le sud-est et le sud, la dite limite, jusqu'au sommet de l'angle nord du canton Lepage ; de là, vers le sud-est, l'arrière ligne de ce canton jusqu'à la ligne centrale, c'est-à-dire la ligne qui sépare les rangs nord-ouest d'avec les rangs sud-est du dit canton, puis cette ligne centrale vers le sud-ouest, jusqu'à la ligne limitative entre les 1er et 2ème rangs, et cette dernière jusqu'à la ligne sud-est du lot No 45 du dit 1er rang ; de là, cette dernière ligne et son prolongement jusqu'à la rive droite de la rivière Matapédia ; de là, dans une direction générale nord-ouest, la rive droite de la dite rivière et du Lac au Saumon, jusqu'à l'extrémité nord-est de la ligne entre les lots Nos 45 et 46 du 3ème rang du canton Humqui ; de là, la ligne nord-ouest et la ligne sud-ouest du lot No 45 du dit rang, la ligne nord-ouest du lot 44 du 4ème rang, la ligne de front du 5ème rang jusqu'à

Canada,
Province of
Quebec.

C. A. P. PELLETIER.

[L. S.]

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern. — GREETING :

PROCLAMATION.

ROBERT ROCHER,
Acting Assistant Attorney
General.

WHEREAS it has been made known to Us it was urgent to correct in accordance with a resolution adopted the 13th of June 1906, by the council of the second division of the county of Rimouski, the limits and boundaries originally given to the municipality of Saint-Benoit-Joseph-Labre :

THEREFORE, with the consent and advice of the Executive Council of Our province, We have ruled and ordered, and by these presents, do rule and order that the territorial limits and boundaries of the municipality of Saint-Benoit-Joseph-Labre are and shall be as follows :

The municipality of the parish of Saint-Benoit-Joseph-Labre, in the second municipal division of the county of Rimouski, is formed of portion of the townships Nemtayé, Humqui and Lepage and of a portion of the Seignior of Lake Matapédia, occupying an extent of about eighty (80) miles square in area the perimeter of the territory within the limits of this municipality is described as follows :

Starting from the south east extremity of the great line drawn in the township Nemtayé, between lot No. (1) and lot (a) ; thence to the north west, the said great line, in the 6th, 5th, 4th and 3rd, ranges of this township ; thence to the north east, the rear line of this 3rd range to the south line of the seignior of lake Matapédia, then this line, towards the east and the south east, to the south east boundary of the parish of Saint Pierre du Lac, thence to the north east, this latter boundary which is at the same time the western line of each of lots Nos. 140 and 92 of the official cadastre of the portion of the parish of Saint-Benoit-Joseph-Labre, comprised in the seignior of lake Matapédia, which lots both correspond to No. 36, of the primitive subdivision in each of the 2nd and 3rd west ranges, to the rear line of the 1st western range of the said seignior, then this rear line, towards the south east, to the west line of lot No. 90, of aforesaid official cadastre, which lot corresponds to No. 33, of the primitive subdivision of the said 1st western range ; thence towards the north east, the said western line and its prolongation to the north shore of lake Matapédia, then, in a direction generally south east, this shore to the western line of lot No. 186, of the official cadastre aforesaid ; thence, the western line of each of lots Nos. 186, 187 and 217, of the same cadastre, to the north boundary, of the seignior of lake Matapédia, then towards the south east and the south, the said boundary, to the summit of the north angle of the township Lepage ; thence towards the south east, the rear line of this township to the central line, that is the line which separates the north west ranges, from the south east ranges of said township, then this central line towards the south west, to the boundary line between the 1st and 2nd ranges, and this latter to the south east line of lot No. 45, of said 1st range ; thence this latter line and its prolongation to the right bank of the Matapédia river ; thence in a direction generally north west, the right shore of the said river and of Lac au Saumon, to the north east extremity of the line between the lots Nos. 45 and 46, of the 3rd range of the township Humqui ; thence the north west line and the south west line of lot No.

la ligne médiane longitudinale du lot No 36, puis cette dernière vers le sud-ouest jusqu'à la ligne de front du 6ème rang; de là vers le nord-ouest, la dite ligne de front jusqu'à la ligne entre les lots Nos 38 et 39, puis cette dernière vers le sud-ouest, jusqu'à la ligne de front du 7ème rang du canton Humqui; de là, vers le nord-ouest, cette ligne de front, jusqu'à la ligne entre les lots Nos 53 et 54, puis cette ligne, vers le sud-ouest, jusqu'à la ligne de front du 8ème rang, et cette dernière, jusqu'à la ligne entre les lots Nos 48 et 49; de là, cette dite ligne entre 48 et 49, jusqu'à la limite sud-ouest du canton Humqui, puis cette limite, vers le nord-ouest, jusqu'au point de départ qui est l'angle ouest du dit canton, l'angle nord du canton Pinault, et l'extrémité sud-est de la grande ligne tirée dans Nemtayé entre les lots (1) et (a), tel qu'en premier lieu décrit.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec: TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable Sir C. ALPHONSE PANTALEON PELLETIER, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Membre de Notre Conseil Privé pour le Canada, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce SEIZIÈME jour de DECEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent huit, et dans la huitième année de Notre Règne.

Par ordre,

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

4627

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re Harvey Langevin, épicier, de la cité de Montréal, Absent;

et

Alexandre Desmarteau, Curateur.
Avis est par les présentes donné que, par ordre de cette cour, le 11e jour de décembre courant, j'ai été nommé curateur aux biens du dit absent, pour le bénéfice des créanciers.

Les réclamations devront être produites à mon bureau sous trente jours pour être colloquées sur la feuille de dividende.

ALEX. DESMARTEAU,
Curateur.

No 60, rue Notre-Dame Est, Montréal.
Montréal, 11 décembre 1908. 4629

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re D. H. Welsh, confiseur de la cité de Montréal, Failli;

et

Alexandre Desmarteau, Curateur.
Avis est par les présentes donné, qu'un premier et dernier bordereau de dividende est préparé et sera payable à mon bureau, le et après le cinquième jour de janvier 1909.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curateur.

No 60, rue Notre-Dame Est, Montréal.
Montréal, 16 décembre 1908. 4631

45, of the said range, the north west line of lot 44, of the 4th range, the front line of the 5th range to the median longitudinal line of lot No. 36, then this latter towards the south west to the front line of the 6th range; thence towards the north west, the said front line to the line between the lots Nos. 38 and 39, then this latter towards the south west, to the front line of the 7th range of the township Humqui; thence towards the north west, this front line to the line between the lots Nos. 53 and 54, then this line towards the south west to the front line of the 8th range, and this latter to the line between lots Nos. 48 and 49; thence this said line between 48 and 49, to the south west boundary of the township Humqui, then this boundary, towards the north west, to the starting point which is the western angle of said township, the north angle of the township Pinault, and the south east extremity of the great line drawn in Nemtayé, between the lots (1) and (a), as firstly described.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed; WITNESS, Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable Sir C. ALPHONSE PANTALEON PELLETIER, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint Georges, Member of Our Privy Council for Canada, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province, this SIXTEENTH day of DECEMBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and eight, and in the eight year of Our Reign.

By command,

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

4628

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In re Harvey Langevin, grocer, of the city of Montreal, Absentee;

and

Alexandre Desmarteau, Curator.
Notice is hereby given that, by order of this court, I was, on the 11th day of December instant, appointed curator to the property of the said absentee, for the benefit of his creditors.

Claims should be filed at my office, within thirty days to ensure their collocation for dividend.

ALEX. DESMARTEAU,
Curator.

No 60, Notre Dame street East, Montreal.
Montreal, 11th December, 1908. 4630

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In re D. H. Welsh, confectioner of the city of Montreal, Insolvent;

and

Alexandre Desmarteau, Curator.
Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared and will be payable at my office, on and after the fifth day of January, 1909.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curator.

No. 60, Notre Dame street East, Montreal.
Montreal, 16th December, 1908.

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 246

In re Ristum Nicola, (Nicola Bros.), Montréal,
Failli.

Avis est par le présent donné que, le 17^e jour de décembre 1908, par ordre de la cour, les soussignés ont été nommés curateurs conjoints des biens du susdit failli qui en a fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations attestées sous serment doivent être déposées dans nos mains sous trente jours de cette date.

H. V. DUGGAN,
JOS. DESAUTELS,
Curateurs conjoints,

219, Board of Trade Bldg, Montréal.
Montréal, 17 décembre 1908. 4633

Avis Divers

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Montréal. }
No 1.

L'ACTE DES ELECTIONS FEDERALES CON-
TESTEES ET SES AMENDEMENTS.

In re Election d'un membre de la Chambre des Communes du Canada, pour le district de Saint-Laurent, (Montréal), dans le district judiciaire de Montréal, tenue les 19^{ème} et 26^{ème} jours d'octobre 1908, étant respectivement les jours de nomination et de votation.

L. J. Peltier, Pétitionnaire ;
et

R. Bickerdike, Défendeur.

Avis est par le présent donné que le 15 décembre courant, j'ai reçu de M. G. H. Plourde, député-protonotaire et greffier de la cour supérieure pour le district de Montréal, une copie de la pétition d'élection, en cette cause, avec une copie de comparution et élection de domicile des avocats des pétitionnaires, et que conformément à la loi et aux règles de pratique de la dite cour, j'ai publié les dites pétition, comparution et élection de domicile des avocats des pétitionnaires en délivrant les dites copies au registrateur de la division d'enregistrement du comté de Montréal-Ouest, dans le district électoral de Saint-Laurent, (Montréal), où toute personne pourra en avoir communication.

A. P. PIGEON,
Officier-rapporteur,

Pour le district électoral de
Montréal, Saint-Laurent.

Montréal, 16 décembre 1908. 4637

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 246.

In re Ristum Nicola, (Nicola Bros.), Montreal,
Insolvent.

Notice is hereby given that on the 17th of December, 1908, by an order of the court, the undersigned have been appointed joint curators to the estate of the above named insolvent, who has made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed in our hands within thirty days from this date.

H. V. DUGGAN,
JOS. DESAUTELS,
Joint curators.

219, Board of Trade Bldg., Montreal.
Montreal, 17th December, 1908. 4634

Miscellaneous Notices

Canada, }
Province of Quebec. } *Superior Court.*
District of Montreal. }
No. 1.

THE DOMINION CONTROVERTED ELEC-
TION ACT AND AMENDMENTS.

In re Election of a member of the House of Commons of Canada, for the district of Saint Laurent (Montreal), in the judicial district of Montreal, held the 19th and 26th days of October, 1908, being respectively the nomination and voting days.

L. J. Peltier, Petitioner ;
and

R. Bickerdike, Defendant.

Notice is hereby given that, the 15th December instant, I received from M. G. H. Plourde, deputy prothonotary and clerk of the superior court for the district of Montreal, a copy of the election petition, in this case, with a copy of the appearance and election of domicile of the lawyers of the petitioners, and that in conformity with the law and the rules of practice of the said court, I have published the said petition, appearance and election of domicile of the lawyers of petitioners, in delivering the said copies to the registrar of the registration division of the county of Montreal West, in the electoral district of Saint Laurent (Montreal), where all persons can take communication thereof.

A. P. PIGEON,

Returning officer,
For the electoral district of
Montreal, Saint-Laurent.

Montreal, 16th December, 1908. 4638

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 51.

ACTIONS EN SEPARATION DE BIENS : — Dmes Bédard vs Branchaud, 1949 ; B rnier vs Gaudreau, 1944 ; Bettez vs Alarie, 1944 ; Bougie vs Lefebvre, 1943 ; Chester vs Munkittrick, 1943 ; Claude vs Rinfret, 1944 ; Lortie vs Lapiere, 1944 ; Michaud vs Bouchard, 1943 ; Morin vs Rochette, 1944 ; Perron vs Canuel, 1945 ; Pichette vs Trudel, 1943 ; Poiré vs Bourget, 1945 ; St. Onge vs Beaudet, 1945 ; Tremblay vs Morin, 1944.

ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS : — Dmes Cyr vs Giroux, 1943 ; Sidler vs Lithner, 1943.

ANNONCEURS : — Avis aux : — Concernant av's, etc., 1927.

ASSOCIATION, ASSURANCE OU SOCIÉTÉ : — The Masonic Mutual Life Association, 1945.

AVIS : —Erection civile, paroisse Sainte-Madeline, 1941 ; Requête pour enregistrement, 1941.

BILLS PRIVÉS : —Parlement fédéral : —Avis au sujet des : —Règles condensées de la Chambre des Communes, 1960 ; Règles du Sénat, 1931.

BILLS PRIVÉS, P. Q. : —Avis au sujet des : —Assemblée législative, 1934 ; Conseil législatif, 1933.

CERCLE AGRICOLE DISSOULS : —Paroisse de Saint-Lin de Lachenaie, 1929.

DEMANDES A LA LÉGISLATURE : —Cie de chemin de fer de Matane et Gaspé, 1938 ; Collège des Médecins et Chirurgiens de la province de Québec, 1937 ; Corporation de la ville de Lachine, 1939 ; Corporation des Syndics de la paroisse de Saint-Gabriel de Brandon, 1937 ; Darveau, Victor, 1938 ; David, Théodule, 1939 ; Dominion Lime Coy, 1937 ; Exécuteurs de la succession S. C. Bagg, 1939 ; Lang Packing and Provision Coy, 1938 ; O'Callaghan, Edward A., 1938 ; Parent, M. J. O., 1936 ; Racine, Geo. Arthur, 1937 ; Succession Maurice Gougeon, 1930 ; The Hull Electric Company, 1939 ; The Ottawa Golf Club, 1938 ; Wiseman et autres, 1936.

ELECTIONS FÉDÉRALES, CONTESTATION : — Division Saint-Laurent (Montréal), 1966.

EXAMEN : — Barreau : — Bedford, 1945 ; Montréal, 1942 ; Trois-Rivières, 1941.

EXAMÈS : — Association des architectes de la province de Québec, 1941.

FAILLIS : — Baril, 1939 ; Belisl, 1948 ; Cloutier, 1948 ; Compagnie de Navigation de Québec, 1947 ; Deslauriers, 1947 ; Drouin, 1948 ; Dufour, 1947 ; Dumais, 1949 ; Guertin, 1946 ; Lamontagne, 1947 ; Langevin, 1965 ; Nicola, 1966 ; O'Connor, 1948 ; Forcier, 1948 ; Spirea, 1947 ; The Canadian Gaz & Oil Coy, 1949 ; Thibert, 1947 ; Welsh, 1965.

LETRES PATENTES : — Imperial Asbestos Coy, 1929 ; The Canadian Sea Moss Coy, 1930 ; The Contractible Shaft Co, 1931.

Index of the Quebec Official Gazette, No. 51.

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY : — Dmes Bédard vs Branchaud, 1945 ; Bernier vs Gaudreau, 1944 ; Bettez vs Alarie, 1944 ; Bougie vs Lesebvre, 1943 ; Chester vs Munkittrick, 1943 ; Claude vs Rinfret, 1944 ; Lortie vs Lapiere, 1944 ; Michaud vs Bouchard, 1943 ; Morin vs Rochette, 1944 ; Perron vs Canuel, 1945 ; Pichette vs Trudel, 1943 ; Poiré vs Bourget, 1945 ; St. Onge vs Beaudet, 1945 ; Tremblay vs Morin, 1944.

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD : — Dmes Cyr vs Giroux, 1943 ; Sidler vs Lithner, 1943.

ADVERTISERS : — Notice to : — Respecting notices, &c 1927.

ASSOCIATION, INSURANCE OR SOCIETY : — The Masonic Mutual Life Association, 1945.

NOTICE : — Civil erection, parish of Sainte Madeline, 1941 ; Petition for registration, 1941.

PRIVATE BILLS : — Federal Parliament : — Notices respecting the : — Condensed Rules of the House of Commons, 1960 ; Rules of the Senate, 1931.

PRIVATE BILLS, P. Q. : — Notices respecting the : — Legislative Assembly, 1934 ; Legislative Council, 1933.

FARMERS' CLUB DISSOLVED : — Parish of Saint Lin de Lachenaie, 1929.

APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE : — Cie de chemin de fer de Matane et Gaspé, 1938 ; College of Physicians and Surgeons of the province of Quebec, 1937 ; Corporation of the town of Lachine, 1939 ; Corporation of the Trustees of the parish of Saint Gabriel de Brandon, 1937 ; Darveau, Victor, 1938 ; David, Théodule, 1939 ; Dominion Lime Coy, 1937 ; Executors of the estate S. C. Bagg, 1939 ; Lang Packing and Provision Coy, 1938 ; O'Callaghan, Edward A., 1938 ; Parent, M. J. O., 1936 ; Racine, Geo. Arthur, 1937 ; Estate Maurice Gougeon, 1930 ; The Hull Electric Company, 1939 ; The Ottawa Golf Club, 1938 ; Wiseman and others, 1936.

FEDERAL ELECTIONS, CONTESTATION : — Division of Saint Laurent (Montreal), 1966.

EXAMINATION : — Bar : — Bedford, 1945 ; Montreal, 1942 ; Three-Rivers, 1941.

EXAMINATIONS : — Province of Quebec Association of Architects, 1941.

INSOLVENTS : — Baril, 1929 ; Belisle, 1848 ; Cloutier, 1948 ; Québec Navigation Company, 1948 ; Deslauriers, 1947 ; Drouin, 1948 ; Dufour, 1947 ; Dumais, 1948 ; Guertin, 1946 ; Lamontagne, 1947 ; Langevin, 1965 ; Nicola, 1966 ; O'Connor, 1948 ; Forcier, 1948 ; Spirea, 1947 ; The Canadian Gaz & Oil Coy, 1945 ; Thibert, 1947 ; Welsh, 1965.

LETTERS PATENT : — Imperial Asbestos Coy, 1929 ; The Canadian Sea Moss Coy, 1930 ; The Contractible Shaft Co, 1931.

- MUNICIPALITÉ SCOLAIRE** : -- Demande d'annexer ou d'ériger : -- Divers lots du canton Massé à municipalité Sainte-Angèle de Merici, comté de Matane, 1928.
- NOMINATIONS** : -- Estimateurs : -- Saint-Moïse, 1927. Juges de paix : -- Chicoutimi, 1927 ; Montréal, 1927. Recorder : -- Notre-Dame de Grâces, 1927.
- ORDRE DE COUR** : -- Dame Parsons et al vs Hooper, 1950.
- PROCLAMATIONS** : -- Convocation les Chambres, 1928 ; Saint-Joseph de Benoit Labre, 1964 ; Loi concernant les Cies d'assurances, 1963.
- RÉSOLUTION** : -- Templeton Nord, 1940.
- VENTES PAR LES SHÉRIFS** :
- BEAUCO** : -- Paré, failli, 1950.
- CHICOUTIMI** : -- Néron vs Dallaire, 1955 ; St. Pierre vs Dme Donohue, 1951.
- JOLIETTE** : -- Daly vs Smith, 1957 ; Laporte vs Beaudry, 1956 ; Laporte vs Lepine, 1956 ; Paradis vs Venne, 1956.
- MONTMAGNY** : -- Chouinard vs Morin, 1957.
- MONTRÉAL** : -- Brodeur vs Leclair, 1959 ; Commissaires d'écoles, village de Villeray vs Lamarche dit Dufond, 1958 ; La cité de Westmount vs Héritiers Beauchamp, 1958 ; Lefebvre vs Birchenough, 1958 ; St. Mars & Chevrier vs Labelle, 1959.
- OTTAWA** : -- Lebel vs McClelland, 1960.
- QUÉBEC** : -- Guenette vs Rousseau, 1960.
- SAINT-FRANÇOIS** : -- Lomas, failli, 1960.
- SAINT-HYACINTHE** : -- Létourneau vs Blanchard, père, 1961.
- TERREBONNE** : -- Burke vs The Calumet Mining and Milling Graphite Coy, 1962.
- TROIS-RIVIÈRES** : -- Loranger vs Leclair et al, 1962.
- SCHOOL MUNICIPALITY** : -- Application to annex or to erect : -- Several lots of the township Massé to municipality of Sainte Angèle de Merici, county of Matane, 1928.
- APPOINTMENTS** : -- Valuers : -- Saint Moïse, 1927. Justices of the peace : -- Chicoutimi, 1927 ; Montreal, 1927. Recorder : -- Notre Dame de Grâces, 1927.
- ORDER OF THE COURT** : -- Dme Parsons et al vs Hooper, 1950.
- PROCLAMATIONS** : -- Parliament convoked, 1928 ; Saint-Joseph de Benoit-Labre, 1964 ; An Act respecting insurance companies, 1963.
- RESOLUTION** : -- N orth empleton, 1940.
- SHERIFFS' SALES** :
- BEAUCO** : -- Paré, insolvent, 1950.
- CHICOUTIMI** : -- Néron vs Dallaire, 1955 ; St. Pierre vs Dme Donohue, 1951.
- JOLIETTE** : -- Daly vs Smith, 1957 ; Laporte vs Beaudry, 1956 ; Laporte vs Lepine, 1956 ; Paradis vs Venne, 1956.
- MONTMAGNY** : -- Chouinard vs Morin, 1957.
- MONTREAL** : -- Brodeur vs Leclair, 1959 ; School commissioners, village of Villeray vs Lamarche dit Dufond, 1958 ; The city of Westmount vs Heirs Beauchamp, 1958 ; Lefebvre vs Birchenough, 1958 ; St. Mars & Chevrier vs Labelle, 1959.
- OTTAWA** : -- Lebel vs McClelland, 1960.
- QUEBEC** : -- Guenette vs Rousseau, 1960.
- SAINT FRANCIS** : -- Lomas, insolvent, 1960.
- SAINT HYACINTH** : -- Létourneau vs Blanchard, snr, 1961.
- TERREBONNE** : -- Burke vs The Calumet Mining and Milling Graphite Coy, 1962.
- THREE RIVERS** : -- Loranger vs Leclair et al, 1962.